L'ANGLETERRE AVANT ET PENDANT LA GUERRE

PAUL RAYNAUD

L'ANGLETERRE AVANT ET PENDANT LA GUERRE

Conférences faites à l'Ecole militaire de l'Artillerie de Fontainebleau
les 9, 11 et 12 février 1918

> Je croyais que c'était un bon chien
> et il était enragé.
>
> Lord HALDANE.

PARIS
LIBRAIRIE BERNARD GRASSET
61, RUE DES SAINTS-PÈRES, 61

1919

I

L'ANGLETERRE SOUS LES GOUVERNEMENTS RADICAUX.

MESSIEURS,

J'ai à vous parler de l'Angleterre : sujet sans limites ; mon ambition sera de vous montrer deux choses. La première, c'est l'effort anglais dans la guerre et vous entendez bien que lorsque l'on parle de l'effort d'un peuple dans cette guerre de peuples il s'agit de son effort moral, politique et économique aussi bien que militaire. La deuxième, c'est la transformation profonde que l'Angleterre a subie du fait de la guerre. Donc, deux phénomènes : l'action de l'Angleterre sur la guerre et la réaction de la guerre sur l'Angleterre.

Mais pour juger équitablement l'effort anglais, pour comprendre l'évolution qu'il a déterminée, il faut connaître l'Angleterre d'avant-guerre, il faut savoir l'état de prodigieuse impréparation psychologique, politique, militaire et économique

dans lequel elle a été surprise à la fin de juillet 1914. C'est pourquoi l'objet de ce premier entretien, préface des deux suivants est l'Angleterre sous les gouvernements radicaux.

Ceux d'entre vous qui ont eu la bonne fortune de voir l'Angleterre au début du siècle, l'Angleterre impérialiste au dehors et aristocratique au dedans, superbe dans son splendide isolement, ceux qui ont assisté à l'apothéose de l'ère victorieuse que fut le Jubilé, sorte de carnaval grandiose de l'Empire britannique où le char de la Reine apparaissait comme traîné par les représentants de ses 400 millions de sujets d'au delà les mers, ceux là ont vu la puissance britannique à l'étal. Mais cette Angleterre était morte en 1914, ou du moins elle était en voie de mourir. Pourquoi ? Parce que le peuple anglais rassasié de conquête et de puissance mondiale avait changé d'idéal. Il s'était retourné vers lui-même et travaillait depuis plusieurs années à modifier sa structure sociale. Se désintéressant du dehors, il était devenu d'impérialiste, pacifiste. Se passionnant pour sa rènaissance interne il avait cessé d'être conservateur et aristocratique pour devenir démocrate et égalitaire. Le phénomène qui évoluait depuis longtemps dans la conscience

anglaise éclata aux élections générales de 1906. Les radicaux y battirent les conservateurs qui détenaient le pouvoir depuis la chute de Gladstone.

Le programme des conservateurs c'était le *statu quo* à l'intérieur et un développement de la puissance mondiale de l'Angleterre par l'établissement d'une ceinture douanière autour de l'Empire britannique pour rapprocher économiquement l'Angleterre de ses colonies d'outre-mer et tenir à distance l'article « made in Germany ». Ils étaient partisans d'une politique militaire énergique. C'était le parti de la « Grande Angleterre ».

Les radicaux, au contraire, parti de la « Petite Angleterre », ignorants à la fois de la menace militaire et de la menace économique de l'Allemagne, beaucoup d'entre eux doctrinaires puritains professant même à la manière de Tolstoï que se préparer à la lutte c'est la provoquer, étaient pacifistes en politique étrangère, hostiles à toute union douanière contre l'étranger et dirigeaient leur offensive contre l'état social anglais. Leur chef Sir Henry Campbell-Bannerman à qui devait succéder Mr. Asquith, exprimait leur programme en ces mots : « Nous désirons faire en sorte que la terre soit moins un parc d'agrément pour les

riches et plus une source de joie pour les pauvres ». Les radicaux triomphèrent. Cette année 1906 est la borne entre les temps anciens de l'Angleterre impérialiste et aristocratique et les temps nouveaux de l'Angleterre pacifiste et démocratique.

Les radicaux prennent donc le pouvoir. Mais qu'est-ce qu'un radical anglais ? N'établissez aucune comparaison avec le radical français. Les doctrinaires religieux dominent dans le parti radical anglais. Plus de 170 d'entre les nouveaux députés appartenaient à des sectes religieuses non-conformistes, c'est-à-dire hostiles à l'église officielle d'Angleterre qu'ils veulent déposséder de son rang dans l'Etat et dans l'école. Ils veulent aussi des mesures sévères contre l'alcoolisme et les débits de boissons. Il n'y avait jamais eu autant de puritains aux Communes depuis Cromwell. L'un d'eux, Lloyd George, un Celte et par conséquent, presqu'un Français, petit, avec une figure mobile et un regard passionné, possède un don merveilleux de l'image qu'il exprime dans une langue sobre, incisive, mordante, dont toutes les phrases portent comme des coups rapides. Ce tempérament d'orateur, sa nature sensible l'avait acquise dans la souffrance. Fils d'un instituteur

de Manchester, orphelin à deux ans, élevé dans un village gallois, par un vieil oncle savetier il devint dans son district, puis à Londres, un petit avoué qui trouvait sans doute que sa fortune n'était pas égale à son mérite. Voilà l'homme qui va jouer un rôle de premier plan avant et pendant la guerre.

Le programme du parti radical aux élections de 1906 et aussi les éléments plus avancés encore qu'il s'était incorporés — plus de 56 travailleurs manuels étaient entrés aux Communes — l'obligeaient à faire des réformes sociales radicales. Il n'y manqua pas dès que le Parlement est réuni, c'est une pluie de lois sociales : Lois pour la protection des enfants, et des femmes, lois établissant les retraites ouvrières et les retraites pour la vieillesse, les assurances obligatoires contre la maladie, l'individualité et le chômage, lois autorisant l'expropriation pour construire des immeubles à bon marché (que les autorités locales ne peuvent être obligées à construire), lois sur la destruction des taudis.

Voilà un joli lot de lois sociales mais tout cela allait coûter très cher. Où prendre l'argent ? Les radicaux jetèrent les yeux sur les immenses domaines et les étonnantes fortunes de l'aristo-

cratie et voici ce qu'ils constatèrent. Tandis que l'étendue moyenne d'une propriété était en France, de 14 hectares et aux Eats-Unis de 60, elle était en Angleterre de 390. La moitié du Royaume-Uni appartenait à 2.500 personnes ; 91 personnes possédaient à elles seules le sixième du sol anglais. Le duc de Norfolk, propriétaire du Strand — quelque chose comme les grands boulevards — en tirait un revenu annuel de 40 millions. Les porteurs de la rente anglaise étaient 30 fois moins nombreux que les Français porteurs de notre rente. Cette concentration de richesses allait-elle, du moins en s'atténuant ? Au contraire. Les fortunes, supérieures à deux millions et demi qui comprenaient 25 % de la fortune totale en 1884, en comprenaient 36 % en 1902.

Les radicaux s'emparèrent de ces chiffres. Ecoutez le ministre Lloyd George en 1908 : « Je puis nommer 12 personnes, et vous aussi — car ce n'est pas un secret ministériel — dont les revenus, pendant les plus mauvais jours de la crise, suffiraient pour maintenir dans l'aisance pendant tout un mois, au moins, 50.000 ouvriers et leurs familles. Pensez-y ! Pensez-y ! 250.000 hommes, femmes et enfants pouraient vivre sur le revenu que ces 12 personnes toucheront pendant la pire

période de stagnation commerciale sans l'avoir jamais gagné : » Paroles vraiment révolutionnaires dans la bouche d'un ministre anglais puisqu'elles ne tendaient à rien moins qu'à faire du pays de la liberté, le pays aussi de l'inégalité. Des lois furent votées pour le lotissement des grands domaines. C'était le coup de hache dans l'arbre majestueux de la vieille Angleterre féodale. On vit mettre en vente en Irlande un domaine qui était depuis l'an 1200 dans la même famille. On créa des fermiers de l'Etat à qui ces terres furent données à bail ; en se gardant — comme le souhaitaient, du moins, les conservateurs — de créer une classe de petits propriétaires qui fussent devenus des conservateurs.

La grande bataille fiscale eut lieu à l'occasion du budget de 1909, présenté par le Chancelier de l'Echiquier Lloyd George. Ce budget contenait les moyens de faire face aux dépenses sociales mais aussi il était une arme politique contre « les dix mille », grands millionnaires du Royaume-Uni. Il contenait notamment des mesures énergiques contre les débits de boissons, clientèle électorale des conservateurs. Si ces mesures étaient adoptées il paraissait certain que le commerce des boissons alcooliques ne pourrait plus

fournir à la haute société britannique son contingent habituel de lords. Un incident marque le caractère agressif de ce budget. Un radical, très riche, Mr. Raphael, sortait lentement de la Chambre des Communes, avec une mine longue, pendant un exposé du budget fait par Mr. Asquith. « Allons, ne t'en fais pas, mon pauvre vieux ! » lui cria un de ses collègues parmi les rires inextinguibles de l'assemblée.

La Chambre des Lords assemblée somnolente de 600 membres dont bien peu paraissaient à Westminster, résista. Mais son opposition fut tatillonne et maladroite, dépourvue d'esprit politique. Au lieu d'opposer une politique financière à une politique financière, elle intrigua pour dissocier la majorité des Communes. Ce fut alors la guerre ouverte. Des processions défilèrent dans Londres devant les clubs somptueux de Pall Mall, promenant des pancartes sur lesquelles on lisait :

Les terres en friche font les sans-travail.
Eh, les Lords, en voilà assez !
Pairs, ne marchez pas sur la pelouse.

Mr. Russel dit dans un discours : « Il y a quelques années, la Chambre des Lords paraissait en proie au dernier sommeil. Pour réveiller les Pairs, il a

suffi de fouiller dans leurs poches. » Au nom du Christ, le pasteur puritain Chifford s'écriait : « Nous nous battons pour le pain quotidien. Ce budget est le budget du pauvre. »

Voici du Lloyd George : « On nous accuse de ruiner l'industrie par nos lois fiscales. Et voici que les statistiques du commerce montent ; les cours de la Bourse se relèvent. Il n'y a qu'une valeur qui ne va pas. Il y a une grande baisse sur les Ducs ». Le même Lloyd George, Chancelier de l'Echiquier : « Les pairs peuvent décréter une révolution que le pays dirigera. S'ils commencent, on posera tout haut des questions qui sont aujourd'hui humblement murmurées : Qui a ordonné que quelques hommes recevraient, en gratifications, la terre d'Angleterre ? Qui a fait de 10.000 personnes les propriétaires du sol et de nous tous des vagabonds sur la terre où nous sommes nés ? »

Lord Rosebery lui-même, grand seigneur démocrate, dénonça le budget de Lloyd George comme une entreprise révolutionnaire.

Le 30 novembre 1909, à minuit, la Chambre des Lords refusa de voter le budget, en demandant le referendum au peuple anglais. D'où les élections de 1910. Ce que furent ces élections vous

le devinez. On brûla des lords en effigie. Le ministre Winston Churchill déclara, dans un dicours : « La Chambre des Lords n'a été tolérée, ces dernières année, que parce qu'on les croyait dans l'état comateux qui précède la désagrégation. Elle en est là aujourd'hui. » Lloyd George compara la Chambre Haute à un tramway à cheval qui empêche d'avancer le tramway électrique de la démocratie. La classe moyenne fut un peu effarouchée des violences des radicaux et les conservateurs gagnèrent du terrain. Cependant, le pouvoir resta aux radicaux. Leur premier soin fut de juguler la Chambre des Lords, en faisant voter une loi constitutionnelle qui limite ses droits. Cette loi ne fut d'ailleurs qu'une application du principe de la prééminence des Communes sur les Lords, en vertu duquel une fournée de Lords fut nommée, il y a deux siècles, pour obtenir dans la Chambre Haute une majorité favorable au traité d'Utrecht. C'est cependant une date aussi dans l'histoire d'Angleterre. Voilà pour la politique intérieure.

Si nous considérons maintenant la politique extérieure de l'Angleterre sous les gouvernements radicaux de 1906 à 1914 nous constatons qu'elle poursuit parallèlement la réalisation de deux objectifs : le maintien de *l'Entente cordiale* avec

la France d'une part et le rapprochement avec l'Allemagne, d'autre part. Pendant huit ans, les hommes d'Etat radicaux anglais ont essayé de faire se rencontrer ces deux lignes parallèles mais vous savez que c'est un problème insoluble.

L'entente cordiale avec la France résultant du règlement amiable des litiges coloniaux, c'était la politique extérieure héritée des gouvernements conservateurs. Le rapprochement avec l'Allemagne, c'est la conséquence de l'idéalisme pacifiste des radicaux. Les envois de délégations, les télégrammes, les échanges de toasts se succèdent presque sans interruption. C'est par exemple, en mai 1907, la visite des journalistes libéraux à Berlin. Ils assistent à la revue de printemps. L'Empereur leur apparaît, à cheval, en uniforme de cuirassier blanc, devant l'Orangerie et les éblouit par sa bonne grâce. Aussi, lisons-nous le lendemain, dans la *Westminster Gazette* : « Il n'y a pas un Anglais, ayant pris part à cette tournée, qui ne croie qu'il y ait chez les classes dirigeantes, en Allemagne, le désir profond et sérieux de faire, de part et d'autre, un effort pour mettre un terme aux taquineries et aux malentendus qui ont troublé les relations des deux pays. Elles ne veulent pas d'une querelle qui n'est pas leur œuvre. »

Le 12 novembre 1907, c'est le Kaiser qui réplique au toast du Lord Maire : « Mon objectif est, avant tout, le maintien de la paix. L'histoire me rendra cette justice que je l'ai toujours poursuivi sans défaillance. La paix du monde a pour appui, pour fondement principal, la durée des bonnes relations entre nos deux pays. Je m'efforcerai de les resserrer autant que je le pourrai. Les désirs du peuple allemand sont conformes aux miens. » L'émotion fut considérable en Angleterre devant ces marques verbales d'une telle bonne volonté. Le Kaiser alla jusqu'à dire à Ramsay Mac Donald qu'il partageait ses idées socialistes. Les radicaux anglais exultèrent.

Cependant, il y avait une ombre à ce tableau. En faisant sa cour à la blonde et pure Albion, l'Allemand jouait négligemment avec un poignard : le Dreadnought. L'Allemagne augmentait ses constructions navales avec une rapidité inquiétante. Elle s'appliqua à atténuer cette inquiétude. Le Kaiser, lui-même, écrivit une lettre personnelle au ministre de la Marine, Lord Tweemouth pour lui expliquer que les armements de l'Allemagne étaient dirigés contre la France et non contre l'Angleterre. Lord Tweemouth lui répondit en lui faisant connaître le programme naval de

l'Angleterre. Mais le *Times* publia cette dernière lettre : l'émotion fut vive ; Mr. Asquith dut déclarer que, désormais, l'Angleterre construirait deux cuirassés chaque fois que l'Allemagne en construirait un.

D'autre part, la force des choses agissait en faveur de *l'Entente cordiale.*

En avril, 1908, c'est l'accord avec la France garantissant le *statu quo* dans la mer du Nord. Deux mois plus tard, c'est l'accord avec la Russie, solutionnant les querelles asiatiques et libérant l'Inde de la menace russe. L'influence personnelle d'Edouard VII, un des Anglais les plus intelligents de l'époque, se fait nettement sentir en faveur de l'Entente. Cependant les radicaux pacifistes ne restent pas inactifs. Depuis 1909, à trois reprises, il essaient d'enrayer la rivalité maritime avec l'Allemagne. Ils protestent contre l'accroissement des budgets de la Marine. Sir Edward Grey est obligé de déclarer qu'il est prêt à signer un traité d'arbitrage avec l'Allemagne. Une campagne pour l'arbitrage est menée dans les églises non-conformistes. Mais l'Allemagne refuse de consentir à la limitaion des armements et, en 1911, donne un coup de sonde dans l'*Entente cordiale* en envoyant le *Panther* à Agadir. L'An-

gleterre se rangea à côté de la France parce qu'elle lui avait garanti le Maroc en échange de l'Egypte. Vous vous souvenez du discours très net de Lloyd George. Mais la *Nation*, organe des doctrinaires radicaux écrit dès le lendemain : « L'affaire marocaine est liquidée. John Bull a tenu sa promesse. La France a les mains libres au Maroc comme l'Angleterre en Egypte. *L'objectif étant atteint, le pacte est résolu de plein droit.* » Les pacifistes mènent une campagne contre Sir Edward Grey qu'ils voudraient sacrifier — nouveau Delcassé — aux rancunes de l'Allemagne. Cependant, la politique de l'Entente est maintenue mais contre quelles hostilités : Sir Edward Grey est désormais plus applaudi aux Communes par les Conservateurs que par les Libéraux. L'Allemagne ne néglige aucun moyen. Son ambassadeur, le prince Lichnowsky grand seigneur aimable, ami sincère de l'Angleterre, tient table ouverte et séduit la haute société anglaise par sa loyauté et sa bonne grâce tandis qu'à l'arrière plan et à l'insu de son chef, le Conseiller d'ambassade Kulhmann, l'homme qui vient de crier : « Jamais ! » au sujet de l'Alsace-Lorraine, Kulhmann fait la vraie politique de la Wilhemstrasse en travaillant le monde de la

finance et des journaux où l'Allemagne avait ses hommes.

Quelle fut la politique militaire de l'Angleterre sous les gouvernements radicaux ? Elle fut, vous vous en doutez, en fonctions de sa politique étrangère. L'Anglais se sentait à l'abri dans son île autour de laquelle ses cuirassés faisaient la ronde comme de fidèles chiens de garde. Aussi quand l'Allemagne augmenta ses constructions navales, il réagit : deux dreadnoughts anglais pour chaque dreadnought allemand. Mais cette politique navale était une politique défensive, une politique d'abstention en Europe. Or, la politique traditionnelle anglaise avait été jusque là une politique d'intervention chaque fois que l'équilibre des puissances continentales menaçait d'être rompu au profit de l'une d'elles. C'est cette politique qui l'avait fait participer aux guerres du XVIIIe siècle, abattre Napoléon et constituer en face d'elle, de l'autre côté de la mer du Nord, les Pays-Bas. L'Angleterre radicale a-t-elle sciemment abandonné cette politique ? A-t-elle abdiqué devant la menace allemande ? Non, ses dirigeants se sont trompés. Le peuple anglais absorbé par ses luttes intérieures s'est trompé. Il y eut un homme qui pressentit le péril et fit des campagnes

ardentes en faveur du service obligatoire : Lord Roberts, une belle figure de soldat. Mais il apparaissait à la majorité de ses contemporains comme un vieux militaire ayant une idée fixe. Le Ministre de la Guerre, Mr. Haldane avait fréquenté dans sa jeunesse les universités allemandes et en avait rapporté l'admiration la plus vive pour cette culture. On dit que les rayons de sa bibliothèque étaient tendus de banderoles portant des pensées de Goethe. Ses collègues le croyaient un grand homme et le roi en fit un vicomte. De 1906 à 1912, il eut de nombreuses entrevues avec Guillaume II et son état-major. Vous devinez s'il était choyé. La plus fameuse est celle qu'il eut au début de 1912, à Berlin avec Bethmann-Holweg et Tripitz. Au cours de cette entrevue après avoir obtenu de lui Bagdad, les Allemands lui proposèrent cyniquement de réduire leur programme de constructions navales si le Gouvernement anglais s'engageait à leur laisser les mains libres, en cas de guerre européenne, quel que soit l'agresseur. Lord Haldane refusa. Mr. Asquith a révélé le fait dans son fameux discours du 2 octobre 1914. Or, que disait M. Asquith au peuple anglais, à l'époque ? Voici ses déclarations du 25 juillet 1912 : « Nos relations avec le grand empire allemand sont en

ce moment, et je suis sûr qu'elles le resteront, des relations d'amitié et de bonne volonté. Lord Haldane rendit visite à Berlin au début de l'année ; il engagea des conversations et des échanges de vues qui durent encore dans un esprit de parfaite franchise et d'amitié de part et d'autre. » La bonne foi de M. Asquith étant au-dessus de tout soupçon, la conclusion qui s'impose est qu'à l'époque il n'avait pas compris. La politique des gouvernement radicaux anglais à l'égard de l'Allemagne avant la guerre tient en deux mots : incompréhension et bonne foi. A M. Bergson qui lui demandait, après la déclaration de guerre : « Eh bien, les Allemands? » On dit que Lord Haldane répondit : « Je croyais que c'était un bon chien et il était enragé ». A vrai dire, Lord Haldane fit une politique d'effectifs d'après la conception de la milice, c'est-à-dire de la non-spécialisation, ce qui paraît directement contraire aux méthodes scientifiques modernes. Le résultat est que l'Angleterre avait à la veille de la guerre une flotte puissante et une armée à la Wellington brave et entraînée mais minuscule, à côté de laquelle figurait, sur le papier, une imposante armée de « territoriaux ».

Telle fut, Messieurs, la politique intérieure et

extérieure de l'Angleterre de 1906 à 1914. Au moment même où la guerre allait éclater, l'attention publique était absorbée par de graves difficultés intérieures. De grandes grèves étaient en cours. La question d'Irlande avait atteint une acuité telle que la guerre civile était imminente. Vous savez que la question d'Irlande, ce n'est pas seulement une querelle entre l'Angleterre et l'Irlande, c'est surtout une querelle entre Irlandais. Dans le Nord, les Irlandais de l'Ulster, descendants des conquérants anglais que Cromwell laissa en Irlande sont des protestants et des Anglais de race et de sentiments. Le reste de l'Irlande est peuplée d'autochtones, Celtes d'origine, catholiques de religion et révolutionnaires de tempérament qui ont une haine séculaire contre l'Anglais conquérant et grand propriétaire terrien. Pour montrer combien le problème irlandais est difficile à résoudre, un Anglais racontait récemment cette anecdote dont je lui laisse la responsabilité : Un de mes amis Irlandais va tous les ans, pendant les vacances, pêcher en Irlande. L'été dernier le vieux pêcheur à qui il venait demander de lui louer sa barque, comme d'habitude, lui répondit : « Impossible, j'ai des occupations très sérieuses. » Et comme mon ami insis-

tait, il lui avoua qu'il posait des mines pour le compte de l'Allemagne. Mon ami lui fit des reproches, le vieux pêcheur s'excusa sur la dureté des temps. « Enfin, c'est très mal, lui dit mon ami. Mais ton frère, lui, peut bien me louer sa barque ? » — « Non plus » — Comment ? Est-ce qu'il pose aussi des mines pour les Allemands ? » — « Non, mais il les relève pour le compte du Gouvernement britannique ». Eh bien, si cette anecdote était exacte, cela nous ouvrirait des horizons inquiétants sur les difficultés de solutionner la question d'Irlande. Quoiqu'il en soit, le gouvernement radical avait trouvé, lui, une solution ou plutôt il avait décidé d'appliquer la solution traditionnelle du parti libéral : le *Home rule,* c'est-à-dire le Gouvernement de l'Irlande par elle-même. Mais cela ne faisait pas l'affaire de la minorité protestante de l'Ulster qui déclara qu'elle préférait prendre les armes que de se laisser gouverner par la majorité irlandaise autochtone. Son chef, un grand avocat de Londres, Sir Edward Carson, passa peu de temps avant la guerre une revue de 100.000 hommes prêts à combattre contre le *Home rule.* Ces insurgés — auxquels une grande partie de l'opinion anglaise était chaudement sympathique — trouvèrent avec une facilité

merveilleuse des fusils très bon marché. On découvrit depuis que ces fusils venaient d'Allemagne. L'émotion était intense en Angleterre. Plutôt que d'aller se battre contre les hommes de l'Ulster dont ils partageaient les sentiments, de nombreux officiers — parmi lesquels le major Gough qui est depuis devenu commandant d'armée — démissionnaient. C'était la guerre civile. Voilà pour l'Irlande. Ajoutez à cela que les nerfs anglais étaient singulièrement tendus depuis quelque temps par les suffragettes. Le mouvement des suffragettes, c'est une histoire de statistique. Il y a en Angleterre un grand nombre de ce que les Anglais appellent des « *odd women* » c'est-à-dire les femmes en surplus. Eh bien, je ne sais pas si c'est parce qu'elles sont privées de satisfactions légitimes mais ces femmes étaient terriblement surexcitées avant la guerre. Elles cassaient les carreaux des ministres, menaçaient de se laisser mourir de faim en prison, se jetaient à la tête des chevaux de course, enfin, faisaient de leur mieux pour troubler la vie sociale. Si bien qu'à la veille de la guerre, l'Anglais nous apparaît comme préoccupé de grands conflits sociaux, les yeux fixés sur l'Irlande et les oreilles assourdies par les cris perçants des suffragettes tandis que

derrière son dos s'accumulent silencieusement au-dessus du continent les masses profondes du nuage noir allemand. Il y a dans tout pays des gens dont la profession est d'être renseignés sur ce qui se passe dans le monde : ce sont les ministres. Que pensaient les ministres anglais du péril imminent en juillet 1914 et jusqu'à la veille même de la guerre ? Nous avons sur leur état d'âme un document de première main, la déclaration de l'un d'eux et non des moindres. Voici ce que révéla M. Lloyd George, le 10 novembre suivant : « Quand cette guerre a éclaté, nous étions en meilleurs termes avec l'Allemagne que nous n'avions été depuis 15 ans. Il n'y avait pas un homme dans le cabinet qui pensait que la guerre avec l'Allemagne fut possible dans ces circonstances ». A-t-on jamais vu, à un tournant décisif de son histoire, un grand peuple aussi totalement mystifié ?

Vous savez maintenant, Messieurs, quelle était l'impréparation psychologique et par voie de conséquence l'impréparation politique et militaire de la Grande-Bretagne à la guerre européenne. Mais la guerre moderne ne se fait pas seulement avec des soldats, elle nécessite un contrôle immédiat par le pouvoir central de toutes les énergies natio-

nales dans le but d'approvisionner le pays, de produire ce qui est nécessaire à la nation et à l'armée et rien d'autre. Cela suppose le contrôle par l'Etat des matières premières, de la main-d'œuvre, de la production et des transports. L'Angleterre était-elle préparée à fournir cet effort collectif ? Pour répondre à cette question, regardons comment fonctionnait la machine sociale anglaise en temps de paix.

Vous savez que l'histoire intérieure de l'Angleterre, c'est l'histoire de la lutte du sujet anglais contre le pouvoir central à qui il a arraché successivement des franchises et privilèges qui, additionnées constituent la liberté anglaise. Le sujet anglais, à l'abri de toute invasion dans son île, est essentiellement anti-militariste en ce sens qu'une armée permanente trop puissante lui est toujours apparue comme un moyen d'oppression aux mains du pouvoir central. C'est au point qu'à la fin du XVIIIe siècle, lorsque Pitt voulait construire une caserne il devait demander une loi au Parlement parce que la vie en commun des soldats, en les séparant de la société, apparaissait comme de nature à créer en eux un esprit prétorien dangereux pour les libertés publiques. Cet esprit de résistance au pouvoir central et de dé-

fense des privilèges obtenus animait en particulier les corporations ouvrières professionnelles qui s'appellent les *trade-unions*. Quant aux patrons, ils avaient développé leurs entreprises industrielles et commerciales sous le régime du dogme économique du « laisser faire, laisser passer ». L'édifice social anglais n'était donc pas conçu suivant une idée directrice. Il ressemblait à un vieux château pittoresque où l'on trouve du gothique, de la Renaissance et du style georgien, chaque siècle ayant ajouté son effort sans détruire celui du siècle précédent. Les habitants aimaient ce passé jusque dans ses carrosses, ses costumes et ses perruques. Ils comptaient encore par pieds et par pouces et n'avaient adopté l'automobile et le sous-marin que longtemps après nous. Vous voyez, Messieurs, combien l'Angleterre était peu préparée organiquement à voir l'Etat s'emparer des personnes et des richesses pour les utiliser exclusivement dans un but de guerre par rapport aux Etats continentaux où, comme en France et en Allemagne, la volonté du Gouvernement est transmise instantanément jusqu'aux extrémités du pays par le réseau nerveux d'une administration centralisée. Mais peut-être allez vous plus loin et vous posez-vous la question de savoir si l'An-

gleterre n'était pas entrée en décadence. De grands esprits l'affirment en Angleterre. Il est certain qu'elle jouissait des avantages qu'elle devait à sa situation insulaire qui l'avait mise à l'abri des invasions depuis neuf siècles, à son sous-sol minier qui l'avait grandement favorisée au début de la période industrielle, enfin à ses colonies. Elle avait accumulé de grandes richesses ; le monde travaillait pour elle. Son effort s'était ralenti. Elle ignorait les méthodes industrielles et commerciales modernes. Le gentleman anglais était devenu un aristocrate un peu indolent dont Wells dit qu'il vivait dans une atmosphère de comédie. Il régnait dans la société anglaise une paresse intellectuelle combinée avec un optimisme de convention. Tout effort violent apparaissait comme une inconvenance. Les mœurs s'étaient relâchées ? Des femmes nues avaient paru sur les scènes de music-hall. Les ouvriers menaient la lutte pour des avantages corporatifs, sans participer à la vie morale de « l'Empire ». L'ignorance et l'indifférence de ce qui se passait sur le continent étaient profondes dans toutes les classes de la société. On connaissait mieux l'Inde et le Canada que l'Allemagne. Or, sur le continent, l'ennemi de demain était animé d'un senti-

ment collectif agressif, épris de la supériorité de la formule nouvelle qu'il a lancée dans le monde : la conjugaison des forces suivant les méthodes scientifiques.

Cependant, nous serions injustes envers le peuple anglais et nous serions incapables de comprendre les mobiles de son effort pendant la guerre si nous ne nous rappelions le sentiment de la justice qui est au fond de l'âme anglaise, le stoïcisme individuel qu'il a hérité de ses ancêtres puritains et le sens profond de l'intérêt public qu'il a acquis pendant sa longue éducation de la liberté. Nous verrons que c'est par sentiment du devoir, à cause de la parole donnée à la petite Belgique que le peuple anglais est entré gravement dans la guerre. C'est le sentiment que Lloyd George a exprimé en disant : « Je n'aime pas la guerre mais il y a une chose que j'aime dans cette guerre, c'est que nous sommes entrés avec une conscience parfaitement pure ».

Toutes les puissances du mysticisme religieux qui est au tréfonds de l'âme anglaise se sont tendues vers cette guerre de justice. Voilà le mobile anglais dans la lutte. A côté de tant de faiblesses, quelle beauté morale et quelle force !

II

L'ANGLETERRE DEPUIS 1914

L'éveil. — L'effort militaire et naval. — L'évolution politique.

Messieurs,

Nous avons vu le peuple anglais, pendant les années qui ont précédé la guerre, se détourner de son idéal traditionnel d'expansion mondiale, absorbé dans son travail de reconstruction interne, se sentant à l'abri dans son île autour de laquelle les dreadnoughts montaient la garde, répugnant à regarder ce qui se passe sur le continent et dirigé par des hommes ayant les mêmes préoccupations que lui et la même ignorance de la véritable situation européenne.

La menace de guerre éclate pour lui comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Eclate aussi son impréparation psychologique à la guerre. C'est de la stupeur. Ce n'est pas la « perfide

Albion qui se trouve face à face avec la guerre, c'est la « candide Albion. » Ainsi, il n'avait pas suffi de laisser se complémenter le bloc de l'Europe centrale en assistant, passifs à l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. Il n'avait pas suffi d'avoir concédé à l'Allemagne, Bagdad, clef de l'Asie. Le cabinet est désorienté. Les journaux libéraux, dont l'animosité contre la France est faite, pour partie, d'opposition à la politique des conservateurs, font campagne contre toute participation à la guerre. Le *Daily News*, de Londres, est véhément. Le *Manchester Guardian*, très important journal radical du grand centre cotonnier écrit : « Nous voulons la paix pour l'Europe, mais nous voulons surtout la paix pour nous ». Et il fait briller aux yeux des hommes d'affaires les profits du métier de neutre. La finance pro-allemande, à la tête de laquelle se signale Sir Ernest Cassel, pèse de tout son poids. On fait craindre au gouvernement de ne pas être suivi par les *Dominions* s'il opte pour la guerre et vous savez que l'Empire britannique est une association volontaire de démocraties. Le gouvernement oscille. Aussi, lorsque M. Poincaré écrit, en substance au roi d'Angleterre : « Mettez le poids de la Grande-Bretagne dans la balance et

l'Allemagne n'osera pas », George V — entendez son gouvernement — lui répond le 1er août par la lettre fameuse, point culminant de la politique étrangère des Radicaux, dans laquelle il dit : « Quant à l'attitude de mon pays, les événements changent si rapidement qu'il est difficile de prévoir ce qui se passera. » Dans cette lettre se dévoile la timidité hésitante que l'honnête Sir Edward Grey, ami de la France, ami surtout de la paix, avait adopté sous la pression des pacifistes de son parti et aussi par tempérament personnel à l'égard de l'Ogre allemand. Cette attitude était à ce moment solennel si peu en rapport avec les traditions et la puissance de l'Angleterre, que le peuple allemand sera convaincu qu'elle avait pour but d'inciter l'Allemagne à entrer en guerre pour l'assaillir ensuite et supprimer par les armes un adversaire contre lequel elle se sentait faiblir dans la lutte loyale des affaires sur les grands marchés mondiaux. Cette conviction de l'hypocrisie de l'Angleterre, habilement entretenue par des pamphlets en prose et en vers, a puissamment contribué à l'unanimité morale du peuple allemand. Grey fut surnommé le « Grey-menteur » et le vieux Dieu invité à « punir l'Angleterre ». D'autre part, en Angleterre même, cette lettre ne fut

pas sans jeter quelque trouble. Un anglais m'écrivait quelques mois plus tard : « Lorsque j'ai lu la lettre que l'on a fait signer au roi, le rouge m'est monté au front ». L'Angleterre paraissait en effet y abandonner la France, alors que Grey y voulait faire seulement un effort candide vers la paix, craignant peut-être que la France fit des efforts moins désespérés contre l'idée de la guerre si elle sentait qu'elle pouvait compter, en cas d'agression, sur l'appui de l'Angleterre, croyant peut-être écarter le fantôme de la guerre en évitant d'en prononcer le nom. Tandis qu'au *Foreign Office*, Sir Edward Grey exposait scrupuleusement son point de vue à l'ambassadeur Lichnowsky lequel, mal informé à dessein par son gouvernement servait d'amortisseur : l'Allemagne mobilisait.

Que faisaient, cependant, les Conservateurs, parti de la politique traditionnelle ? Ils hésitèrent d'abord à agir, de peur d'être appelés « le parti de la guerre ». Puis, ils se ressaisirent. Le samedi 1er août, un jeune député conservateur, épouvanté des signes de défaillance que donnaient les ministres, quitta Londres en automobile et alla trouver dans leurs maisons de campagne, où ils passaient le *week-end*, les chefs du parti qui rédi-

gèrent la lettre historique à M. Asquith signée de Lord Lansdowne et de M. Balfour, dans laquelle ils déclaraient au gouvernement qu'ils étaient prêts à l'appuyer de tout leur pouvoir s'il engageait le pays dans la guerre. Survint la violation de la Belgique. Ce fut le rayon de lumière dans la conscience anglaise. *Sans elle, l'Angleterre ne serait pas entrée en guerre,* a dit Lloyd George. Cette erreur vitale qui n'était d'ailleurs pas dans les intentions personnelles de Sir Edward Grey, eût été dans la logique de la politique radicale. Ne vous y trompez pas, Messieurs, l'Angleterre n'a pas cru, à ce moment-là, faire la guerre pour sa propre défense. Et cette ignorance de ses intérêt vitaux a fait son attitude plus belle encore au point de vue moral. L'Angleterre s'est levée pour défendre le faible et mettre le méchant hors d'état de nuire. Voilà son but de guerre. C'est ce que Lloyd Georges exprimera, avec sa fougue habituelle, en disant : « Le junker prussien est l'apache de la route, en Europe. Les petites nationalités qui se trouvent sur son chemin sont jetées de côté, ensanglantées et brisées. Les femmes et les enfants sont écrasés par les roues de son cruel automobile et la Grande-Brètagne a reçu l'ordre de se ranger sur son passage. » Voici ce que je

puis répondre : « Si le vieil esprit anglais vit encore dans les cœurs anglais, ce matamore brutal sera arraché de son siège. »

Le chancelier allemand, vous le savez, quoiqu'il l'eut prévue et qu'il en eut pesé les conséquences, fut accablé par cette déclaration de guerre faite « pour un chiffon de papier ». L'argumentation de Bethmann-Holweg à l'ambassadeur d'Angleterre était juste, j'entends qu'elle combattait le véritable mobile car c'était bien pour faire honneur à sa signature que la Grande-Bretagne entrait en guerre. Ce n'est que beaucoup plus tard, lorsque la menace sous-marine est apparue comme le grand fait nouveau de la guerre, que l'Angleterre a senti qu'elle luttait aussi pour son foyer. Au début, elle envisageait, en mettant les choses au pire, un blocus de l'Allemagne qui durerait jusqu'à ce que celle-ci s'avoue battue. L'Angleterre croyait, au surplus, qu'elle ne pouvait pas être vaincue dans cette guerre parce qu'il serait immoral qu'elle le fût.

Immédiatement, malgré la démission de trois ministres, c'est l'union sacrée dans le pays. Les grèves s'arrêtent, les suffragettes se taisent et le règlement de la question d'Irlande est ajourné. Ne croyez pas cependant que la nation entière fut

au même diapason. Nous verrons la classe cultivée prêcher la guerre comme une croisade, à la masse du peuple pour obtenir des engagements volontaires dans l'armée et un travail plus intense dans les usines.

Le ministre de la Marine, M. Winston-Churchill avait mobilisé la flotte de défense des îles britanniques, la « home fleet », flotte du foyer, par mesure de précaution, lorsque la guerre avait paru inévitable. Dès que l'Angleterre est engagée, elle envoie en France un corps expéditionnaire de 160.000 hommes, son armée de métier. Que valait cette armée ? Ses officiers n'étaient pas des intellectuels cherchant âprement la solution des problèmes scientifiques posés par la guerre moderne mais des aristocrates courageux. Les soldats, racolés par les sergents recruteurs dans les faubourgs des grandes villes, étaient à l'autre extrémité de l'échelle sociale mais ils étaient animés de cet esprit de corps que les contes de Kipling ont révélé au grand public français. Au total, un brillant instrument militaire pour guerres coloniales, une armée admirablement équipée de peuple riche. C'est « la méprisable petite armée » de Sir John French, méprisable aux yeux des Allemands à cause de l'insuffisante culture scientifique de

ses officiers, de son manque d'artillerie lourde et de la faible importance numérique de son « matériel humain ».

Eh bien, cette armée, telle qu'elle était, fut admirable de bravoure sur les champs de bataille de Mons, de la Marne et d'Ypres. A Ypres surtout, l'une des batailles décisives de la guerre, sans artillerie lourde, sans réserves, en versant aux tranchées ses cavaliers, ses conducteurs et jusqu'à ses cuisiniers, elle a tenu. En contribuant ainsi à sauver Calais, elle a rendu à l'Entente un service capital. L'histoire dira d'ailleurs, quel rôle décisif a joué auprès d'elle un grand chef français dont vous entendrez parler bientôt. Mais à la fin de novembre 1914, il ne restait presque plus rien de cette armée. Une division avait perdu 10.000 hommes sur 12.000 et, en une seule bataille, 350 officiers sur 400. Londres a fêté récemment les survivants de l'armée de métier « les vieux méprisables », comme les appellent les Anglais avec une affectueuse fierté. Il est remarquable qu'au point de vue moral, l'Allemagne n'ait pas compris ces soldats à qui elle reprochait d'aller au combat en chantant des chansons de music-hall tandis que ses soldats à elle chantent des hymnes patriotiques imprégnés d'un sentiment religieux. C'est

Deutschland über alles contre *Tiperary*. Deux cultures. L'anglaise est plus ancienne et plus aristocratique. La discipline morale que suppose l'optimisme systématique du gentleman, sa maîtrise de lui-même et la pudeur qui l'empêche d'étaler ses sentiments les plus profonds sont à la base de l'éducation anglaise. Vous vous souvenez du mot de la gouvernante anglaise au petit garçon de quatre ans, qui pleure parce qu'il s'est pincé le doigt dans une porte : « Sortez, monsieur, vous n'êtes pas un gentleman. »

Donc, l'armée de métier s'est sacrifiée sur les premiers champs de bataille. L'Angleterre a compris tout de suite qu'elle aurait besoin de faire plus. Elle a appelé Kitchener et lui a dit : « Donnez-moi une armée, une grande armée de volontaires ». Car personne, en ce temps-là ne songeait à la conscription, « produit prussien », comme le diront plus tard les doctrinaires radicaux. Kitchener était l'homme de la situation parce qu'il était un des « constructeurs de l'Empire », comme disent les Anglais et parce qu'il était par son caractère, par sa stature, et par sa légende, un merveilleux professeur d'énergie, et si, j'ose dire, une réclame idéale pour une armée à naître d'un mouvement d'opinion publique. Son mérite

essentiel est d'avoir vu grand — du moins d'après l'optique de l'époque. — Il a dit : « Cette guerre durera trois semaines ou trois ans ». Et il a ajouté : « Il me faut 500.000 hommes ». Immédiatement, la campagne de recrutement commence et c'est ici que nous voyons intervenir ce merveilleux esprit public qui a fait la fortune politique de l'Angleterre. Dans un pays aussi décentralisé, rien ne pouvait être fait sans la collaboration spontanée des citoyens d'élite. Et ceux-ci s'offrent et leur action est admise par la masse parce qu'en Angleterre la chose publique est l'affaire de chacun. 12.000 meetings, 20.000 discours, 50 millions d'affiches, voilà les moyens d'action pour enseigner au peuple ce qu'est cette guerre et quel est son devoir. N'oubliez pas que depuis neuf siècles, le peuple anglais n'avait pas vu un envahisseur mettre le pied sur son île ; que depuis un siècle l'Angleterre n'avait pas été engagée dans une guerre d'où dépendit son existence ; que la guerre depuis plusieurs générations, c'était pour l'Anglais des récits de correspondants dans les grands journaux, voyez l'immensité de l'effort moral à accomplir. C'est en s'adressant aux plus hauts sentiments de l'âme, aux idées de justice et de liberté que le résultat fut atteint. André Che-

vrillon a raconté l'histoire de ce fermier anglais, simple et fruste, qui après le torpillage du *Lusitania*, vient trouver son maître et lui dit : « La mesure est pleine, je sens que je dois m'engager ».

L'Allemand était devenu pour cette âme rustique et profondément religieuse « l'esprit du mal ». A l'immense effort de ceux qui prêchaient la croisade de la guerre répondit une immense bonne volonté. Jamais on ne vit un pareil élan chez un peuple dont le territoire n'est pas menacé. Deux millions de volontaires avaient répondu le 1er juillet 1915 à l'appel de Kitchener dont sur tous les murs le regard d'acier et le doigt tendu désignaient le passant dans la rue en lui disant : « J'ai besoin de vous ». Deux millions un quart de nouveaux volontaires s'inscrivirent dans le deuxième semestre de 1915, comme résultat de la campagne de Lord Derby, mais déjà sous la menace de la conscription. Les colonies avaient fourni un million d'hommes.

Nous verrons que l'Angleterre devra céder à la contrainte de la logique et adopter le service obligatoire, mais reconnaissons que cette levée de cinq milions de volontaires a été une superbe

défense de la fierté britannique contre l'idée abhorrée de la conscription.

Lever cinq millions de volontaires, c'est très beau, mais comment les canaliser, les équiper, les loger, les habiller, les encadrer, les instruire ? Aucun plan n'était prévu, aucun organisme n'avait été créé dans le calme du temps de paix. « Nous n'avons même pas les registres », m'écrivait un Anglais. La grande difficulté fut d'instruire ces hommes. Ici, apparut l'insuffisance de la culture anglaise, son absence d'esprit scientifique. C'est ce que Wells a admirablement exprimé dans un livre où il étudie la manière dont un homme de lettres, journaliste et grand bourgeois anglais se frotte les yeux en août 1914 et réagit à la guerre. On vient de le traduire sous le titre : « M. Britling commence à voir clair ». Voici ce qu'écrit à M. Britling, son fils, un jeune intellectuel qui vient de s'engager :

« Le temps que les officiers devraient passer à élargir leurs cervelles et à accroître leur efficience militaire, ils l'emploient à s'entraîner. A parler net, ils ne sont entraînés à rien... Ils ne savent pas compter plus loin que leurs cinq doigts... Mon impression est que tout est fait avec le gâchage le plus complet. Nous gâchons le

temps, nous gâchons le travail, nous gâchons le matériel et, Oh Seigneur ! combien nous gâchons l'argent de notre pays... Nous enterrons de la viande. Toute cette affaire pourrait être réalisée beaucoup mieux et avec beaucoup moins d'argent si elle n'était pas laissée à ces absolument inexpérimentés et extrêmement exclusifs gentlemen militaires. Ils pensent qu'ils mènent l'Angleterre et nous instruisent tandis qu'ils nous retiennent... Le colonel anglais moyen est un vieux gentleman sans défense ; il a besoin d'une nurse... Nos officiers sont de dégoutamment bons types, presque tous. C'est bien ce qui fait notre perplexité. Si seulement ils se comportaient envers nous comme les officiers prussiens envers leurs hommes, nous aurions tout juste une petite révolution à faire en même temps que la guerre et nous mettrions chaque chose en place en un clin d'œil. Mais ils sont convenables, ils sont charmants... Seulement ils ne pensent pas dur et ils ne comprennent pas que faire une chose comme il faut, c'est la faire aussi directement et aussi entièrement qu'il est possible de la faire. Ils ne veulent pas se faire de bile. S'ils avaient un plus mauvais caractère, peut-être que leur travail serait meilleur. Ils ne veulent pas se servir de cartes, d'indicateurs ni de livres de réfé-

rences. Ils ont une sainte horreur de la barbe et d'être déboutonnés, mais le tort qu'ils ont, c'est de classer le travail intellectuel avec les favoris, comme une sorte de végétation à côté ridicule. » Vous sentez, Messieurs, à travers les critiques un peu excessives de ce jeune homme — le moyen d'être modéré à 18 ans ? — Le point faible de la culture anglaise. Les préjugés aristocratiques de l'ancienne armée ont aussi entravé au début le recrutement des officiers d'un rang social modeste, que leurs collègues appelleront plus tard des « temporary gentlemen », des gentlemen à titre temporaire.

Vous en admirerez d'autant plus l'effort prodigieux qui a été nécessaire pour transformer ces cinq millions de volontaires en soldats et faire avec ces soldats des armées. Observons d'ailleurs que si, comme l'écrit le jeune Britling, des officiers, l'entraînement physique a empiété sur l'entraînement intellectuel des Anglais, ils en ont du moins tiré l'avantage d'avoir une race vigoureuse et sportive, excellente matière première d'une armée. Par contre, l'habitude du *fair play*, du « jeu loyal » des sports a exclu de leur âme candide la ruse, ingrédient nécessaire de la guerre moderne. Au total, pour nous en tenir à la termi-

nologie sportive, une armée d'*amateurs* contre une armée de *professionnels*, ou du moins ayant une forte armature de professionnels et incorporant un personnel apte à acquérir rapidement la technique de la guerre moderne. Ce que l'on ne peut exagérer, c'est le sentiment du devoir, primant même l'amour de la Gloire, qui anime l'officier et le soldat anglais.

***

L'Angleterre a dû abandonner le système du recrutement volontaire qui lui tenait à cœur. Pourquoi ? Parce que ce système est mauvais. En temps de guerre, chacun doit remplir le rôle auquel la puissance publique estime qu'il est le mieux adapté. Le système de l'engagement volontaire, c'est celui du jugement individuel, c'est-à-dire de la fantaisie. Il n'a été possible pendant un an et demi que parce qu'il a été tempéré par le vigoureux esprit public anglais. Et cependant, il a eu des inconvénients graves. Il a tout d'abord décapité l'Angleterre de son élite intellectuelle et morale dont le rôle aurait dû être d'encadrer l'ensemble des forces du pays. De plus, il l'a gênée dans l'accomplissement de sa fonction économi-

que dans l'alliance. C'est ainsi que le travail a été désorganisé dans certaines industries, notamment dans les charbonnages par les engagements volontaires. Des hommes mariés ou âgés s'engageaient tandis que des jeunes gens restaient. Il y avait la catégories que nous appellerions les « mufles » qui disaient : « Si le Gouvernement a besoin de moi, qu'il vienne me chercher ».

Vous savez, Messieurs, pour quelles raisons historiques, en vertu de quelle sentimentalité profondément enracinée dans l'âme anglaise « la compulsion », comme ils disent, n'aurait pas pu être instituée au début de la guerre. Il ne sert à rien de le regretter. C'est grâce aux efforts persévérants d'une partie de l'opinion publique et malgré l'opposition d'une fraction importante du parti radical et du parti du travail qu'en janvier 1916, une première loi institua le service obligatoire pour tous les célibataires aptes à porter les armes. La loi du 18 août 1916 étendit l'obligation aux hommes mariés. Ces lois ne purent être votées qu'après entente avec les Trade-Unions dont les membres furent largement exonérés. Encore aujourd'hui, un appel d'hommes nouveaux ne peut pratiquement être fait par le Gouvernement sans l'agrément des Trade-Unions. C'est vous dire

que l'Angleterre n'est pas encore arrivée à réaliser pleinement la conception continentale de la conscription, c'est-à-dire de la main-mise de l'Etat sur les hommes d'un pays.

Si l'organisation de l'armée proprement dite fut extrêmement difficile et vous savez pourquoi, en revanche l'Angleterre trouva dans ses hommes d'affaires de merveilleux organisateurs des services de l'arrière. Vous connaissez au moins les noms du colonel Walker, l'organisateur des bases de Rouen et de Dunkerque et de Sir Eric Geddes, hommes d'affaires promu général puis amiral pendant la guerre.

Grâce au rendement en hommes des deux systèmes successifs volontaire et obligatoire — l'armée anglaise est devenue l'une des trois grandes armées en présence. Elle occupe cinq fronts : France, Italie, Salonique, Palestine (prise de Jérusalem), Mésopotamie (prise de Bagdad) et elle conquiert les colonies allemandes d'Afrique. Il y aurait beaucoup à dire sur les cinq fronts entre lesquels est fractionnée l'armée anglaise. C'est toute la politique militaire des Alliés qui est en question. Bagdad et Jérusalem sont de beaux succès d'ordre moral mais absorbent des armées sans intérêt décisif, semble-t-il. A la politique mili-

taire des Alliés en Orient l'inexorable « trop tard ! » ne répondra-t-il pas ? L'avenir le dira.

Le corps expéditionaire de France a passé de 160.000 hommes en août 1914 à trois millions d'hommes à la fin de 1917. A vrai dire, l'armée anglaise a occupé jusqu'à ces derniers temps un front très court en France à raison de la formation hâtive et forcément moins poussée de son armée mais ce front a toujours été remarquablement actif. Depuis deux ans les Anglais n'ont cessé de pilonner les Flandres en infligeant des pertes sérieuses à l'ennemi. 127.000 prisonniers et 485 canons pris, voilà le butin, alors que les Allemands n'avaient pris aux Anglais au 1er janvier 1918 que 30.000 prisonniers et 70 canons, la plupart dans le premier semestre de la guerre. Les Anglais proclament qu'ils « saignent » l'armée allemande et qu'ils lui sont supérieurs homme pour homme. Il y a lieu d'observer cependant que le front anglais n'a pas été attaqué depuis la bataille d'Ypres et que les pertes subies par les Anglais dans leurs offensives sont élevées. Dans la bataille de la Somme seulement, elles ont été au total de 23.000 officiers et 450.000 hommes. Leurs pertes pendant l'offensive des Flandres de l'été dernier ont été aussi très lourdes. L'impor-

tance même de ces pertes vous prouve l'esprit de sacrifice de nos alliés. La haute société, dont beaucoup de membres étaient officiers dans l'armée de métier a été particulièrement éprouvée. 1.450 membres de l'aristocratie ont été tués. Le petit-fils de Gladstone, les fils d'Asquith et d'Henderson, l'ancien membre travailliste du Comité de guerre, 780 élèves lauréats de Cambridge ont été tués ; 100 députés sont au front et y demeurent. Voilà des sacrifices auxquels vous pouvez mesurer l'effort accompli. Parlant de l'effort militaire, je ne puis ne pas ajouter que l'aviation anglaise est indiscutablement la première de celles des armées en présence.

***

Parlons maintenant de l'effort naval. Il date, lui, du premier jour car avant de nous donner de la dynamique avec son armée, l'Angleterre nous a donné de la statique avec sa flotte. Voilà un effort qui est méconnu en France par le grand public ! Laissons de côté les rencontres navales au cours desquelles l'ennemi a souffert mais qui n'ont rien eu de décisif : Héligoland en août 1914, les îles Falkand en décembre 1914, Dogger Bank en jan-

vier 1915, Jutland en mai 1916. En face de ces succès il serait d'ailleurs équitable de placer l'attaque tardive et mal étudiée des Dardanelles dont il semble que la responsabilité incombe surtout à M. Winston Churchill et dont l'échec est la cause initiale de l'effondrement de la Russie, lentement asphyxiée faute de pouvoir respirer par les détroits. Mais l'œuvre capitale de la flotte anglaise est d'avoir interdit les mers aux navires marchands de l'ennemi, d'avoir fait le blocus de l'Allemagne et d'avoir maintenu les mers ouvertes aux navires alliés.

Le blocus de l'Allemagne a donné aux Alliés de grandes espérances et de grandes désillusions. Il reste néanmoins l'un des facteurs principaux de la guerre et peut influer d'une façon impérieuse sur les plans du commandement allemand. Contrairement aux prévisions de nos économistes les plus distingués — et vous savez qu'ils le sont tous — il n'a pas fait mourir de faim les habitants de l'Allemagne et cela pour trois raisons. La première c'est que l'on s'était lourdement trompé dans l'évaluation des stocks de marchandises existant en Allemagne en août 1914. La deuxième, c'est qu'il faut très peu de chose pour ne pas mourir de faim, surtout lorsque l'on est un peuple de

chimistes habiles aux *ersatz* et un peuple habitué à la discipline sociale. La troisième, c'est que le blocus a été très lâche jusqu'à l'entrée des Etats-Unis dans la guerre. Il a été très lâche car il pouvait difficilement être resserré sans soulever l'opinion publique américaine contre ce que les pro-Allemands d'Amérique appelaient le *navalisme britannique.* On ne les rompt pas sans douleur et sans protestations les innombrables liens commerciaux qui unissent un grand pays comme les Etats-Unis à l'Allemagne. Voilà la raison de la faillite très relative du blocus qui a cependant entraîné et qui entraînera des souffrances infinies pour le peuple allemand et qui, suivant l'importance du ravitaillement de l'Allemagne en Russie pourra amener à la longue, si aucune perspective de solution par les armes n'intervient, une fatigue et un désespoir chez son peuple qui seront un facteur de la paix. Il ne faut pas oublier que le quart de ce peuple vivait du commerce mondial, brusquement supprimé depuis le mois d'août 1914. Il y a trois ans et demi que les quais de Hambourg sont déserts. *Voilà un fait qui pèse sur l'Allemagne,* soyez-en sûr, malgré ses prodigieux succès en Russie et les féériques perspectives en Orient. La suppression des grands courants com-

merciaux qui ont fait la fortune de l'Allemagne ne peut-être compensée par l'ouverture à terme de courants commerciaux nouveaux qu'il faut créer. Si la situation militaire apparaissait, un jour, comme définitivement stabilisée, c'est là que serait notre moyen d'action sur l'ennemi.

En même temps qu'elle bloquait l'Allemagne, supprimant son ravitaillement par mer et son commerce mondial, la flotte anglaise a maintenu la flotte de guerre allemande dans ses ports, assurant la mer libre aux Alliés, sous réserve de l'action des sous-marins qui n'est devenue un facteur important que depuis un an. Or, le ravitaillement par mer est une condition vitale pour les Alliés. Sans lui les Anglais mourraient de faim et la situation alimentaire de la France serait presque désespérée. De plus, il faut de l'acier pour faire des canons et des munitions et c'est des Etats-Unis qu'il vient ; il faut du charbon, et c'est du charbon anglais pour une grande part. Sans le blé et le charbon anglais, l'Italie serait acculée à une paix sans condition. Il faut aussi transporter les armées sur les divers champs de bataille souvent en de longs parcours à raison de la situation excentrique des Alliés. Voici quelques chiffres qui vous donneront une idée de ce travail de trans-

port. La flotte anglaise a transporté depuis le début de la guerre 13 millions d'hommes, 2 millions de chevaux et de mulets, 25 millions de tonnes d'explosifs, 130 millions de tonnes de vivres, 51 millions de tonnes de combustible.

Vous le voyez, Messieurs, pour vivre et pour combattre, il faut aux Alliés la mer libre. C'est l'Angleterre qui la leur donne. Nous sommes excusables de l'oublier quelquefois, car la liberté de la mer est comme celle de l'estomac; on n'y pense que lorsque l'on en est privé. Il faut que vous sachiez cependant que ce résultat capital est dû à un effort immense. La marine de guerre anglaise a passé de 140.000 hommes en 1914, à 400.000 hommes aujourd'hui. Elle compte dans cette guerre 4.000 bateaux. La flotte de guerre anglaise est le seul instrument militaire qui ait atteint son but. Si l'Angleterre n'a pas acquis la gloire incomparable de la France opposant une digue de poitrines humaines à l'invasion germanique, elle a joué, elle aussi, par sa flotte un rôle *décisif*. Nous verrons au surplus, en étudiant l'effort économique de l'Angleterre, quel est le rôle de sa marine marchande. Il me suffira de vous indiquer aujourd'hui, que la liberté des mers ne serait qu'un mot pour la France, faute de bateaux pour

s'en servir. Comme conclusion à cet aperçu de l'effort naval de l'Angleterre, n'oubliez pas que c'est au rude labeur de ses marins, à la pression silencieuse de sa flotte formidable que nous devons toutes les minutes de guerre que nous vivons.

Les Anglais vont plus loin encore dans l'estimation du facteur naval. Ils pensent que si — hypothèse heureusement invraisemblable — les armées alliées étaient anéanties, la guerre ne serait pas finie, mais que commencerait au contraire la guerre entre la puissance maritime anglaise et la puissance continentale allemande, dans laquelle l'Angleterre et les Etats-Unis, exempts dès lors de la charge d'entretenir des armées, auraient finalement l'avantage parce qu'une puissance maritime, disent-ils, n'a jamais été battue par une puissance terrestre. Les Allemands envisagent cette hypothèse non sans un effroi secret.

*
* *

Observons maintenant l'évolution politique pendant la guerre.

Nous avons laissé au pouvoir, au moment de la

déclaration de guerre, le ministère Asquith. Il survécut à cette catastrophe sauf trois de ses membres qui démissionnèrent dont le travailliste Burnes et le radical Sir John Simon, en s'adjoignant les chefs du parti conservateur pour faire un ministère « national. » La longue durée du ministère Asquith pendant la guerre — plus de deux ans — serait un sujet d'étonnement pour quiconque ignorerait les conditions d'existence d'un cabinet sous le régime parlementaire anglais. En effet, la formule personnelle de M. Asquith « *wait and see* » — *attendre et voir* — peut être une attitude confortable en temps de paix, quoique peu adaptée à l'âpre concurrence mondiale, mais elle ne paraissait aucunement appropriée à l'œuvre immense à accomplir par l'Angleterre réveillée en sursaut de son rêve pacifiste. L'opinion publique le sentait et l'on disait couramment à l'époque : « L'Angleterre est gouvernée par deux hommes : le premier Ministre et le dernier à qui il a parlé ». Un Anglais m'écrivait : « Notre peuple marche, le Gouvernement le suit ». Et cependant la situation de M. Asquith était très solide aux Communes et elle l'est restée depuis que M. Lloyd George a pris, par la manière forte, la place de son chef. La raison en est que M. Asquith,

grand avocat de Londres et esprit cultivé à un sens merveilleux de son auditoire. Il dit à la Chambre, avec un tact exquis des convenances parlementaires, exactement ce qu'elle désire qu'on lui dise. Les faits habillés d'éloquence sont tellement plus agréables à regarder que les faits tout nus. Eh bien, l'éloquence, ce stupéfiant des assemblées paraît avoir agi puissamment en faveur du cabinet Asquith. Elle lui fit pardonner sa politique négative, l'échec des Dardanelles et le retard de l'expédition de Salonique qui entraîna l'écrasement de la Serbie. La suppression pendant la guerre de « l'Opposition de Sa Majesté » dont le rôle historique et dont l'intérêt de parti sont de critiquer les actes du Gouvernement, l'a servi aussi. Lord Kitchener fut tout d'abord un élément de force pour le cabinet. C'était un grand homme aux yeux de l'Empire. Je vous ai dit son action puissante sur le recrutement de l'armée de volontaires. Il apparut bientôt, cependant, qu'il restait confiné dans cette tâche, sans une vue personnelle sur les grands problèmes de la guerre. Sur la question même du service obligatoire, il s'abstint de se prononcer, comme il s'était abstenu avant la guerre, lorsque son collègue de la Chambre des Lords, un autre soldat illustre, Lord Ro-

berts se levait tous les six mois, à son banc, pour soutenir sa motion. Il avait manifestement une certaine passivité intellectuelle qui l'empêcha de s'adapter aux problèmes de la guerre moderne, notamment à ceux qui naissent de son caractère industriel. Quelque temps après, le torpillage du bateau qui devait l'amener en Russie, un universitaire anglais disait de lui, en manière d'oraison funèbre, qu'il fut « *felix opportunitate mortis* ».

Cependant, deux Ministres au moins parmi les 54 membres du cabinet Asquith, étaient hostiles à la politique du *Business as usual* (*les affaires comme d'habitude*), à laquelle présidait M. Asquith avec une « imperturbable ingénuité ». C'étaient Sir Edward Carson, qui tenait le drapeau de la révolte des Ulstériens, en Irlande, au moment où la guerre éclata et Lloyd George. Le premier démissionna en octobre 1916. Lloyd George adopta peu après une attitude moins passive. Les cabinets anglais ont toujours été très peuplés jusqu'au XVIIIe siècle, l'abbé Galiani disait de Lord Shelburne : « C'est un aimable Anglais, chose fort rare ; il a été secrétaire d'Etat à Londres, chose fort commune ». Depuis, les Anglais sont devenus aimables, mais leurs secrétaires d'Etat sont nombreux. Il en résultait une

lenteur de l'action gouvernementale nuisible à la conduite de la guerre.

En décembre 1916, soutenu par le réquisitoire du *Times* du 6 décembre contre la politique indécise de M. Asquith et *l'inerficience* de son cabinet de 54 membres. Lloyd George alla trouver son chef et lui posa l'ultimatum suivant : « Ou bien vous faites un *Comité de guerre*, composé de cinq membres et ayant tous pouvoirs, dont je serai et dont vous ne serez pas, ou bien je démissionne ». Lloyd George était tellement porté par l'opinion publique que c'est Asquith qui dut s'en aller. C'est qu'en effet, nous le verrons demain, Lloyd George avait compris, au printemps de 1915, que son pays était menacé de perdre la guerre parce que ses dirigeants n'en réalisaient pas le caractère industriel. Il avait abandonné son poste de Chancelier de l'Echiquier pour devenir Ministre des Munitions et en cette qualité il avait prêché la croisade de l'effort industriel. Vis-à-vis des masses populaires, il était le démocrate ennemi des lords. De nombreux conservateurs lui pardonnaient le passé à raison du présent (et l'aimaient contre M. Asquith). Et surtout, il était le tribun ayant l'art de frapper en médailles de circulation facile, les formules qu'il fallait graver dans l'esprit des

foules. Le nouveau cabinet s'appuie donc à la fois sur la majorité des conservateurs et sur celle du « Labour Party » que nous appelons en français, les travaillistes. Enfin, il a auprès de l'opinion publique, le concours tout puissant de la presse de lord Northcliffe : le *Times*, le *Daily Mail* et un grand nombre d'autres journaux. Son programme, c'est la guerre à outrance menée par un *Comité de guerre* de cinq membres dont fait parti le travailliste Henderson ; c'est l'arrivée au pouvoir, d'hommes d'affaires, étrangers au Parlement : Sir Eric Geddes, Lord Devonport et Sir Joseph Maclay ; c'est le protectionnisme impérial des Conservateurs et enfin la réorganisation nationale de la production.

Deux causes de faiblesse pour le nouveau cabinet apparaissent immédiatement : Les travaillistes et les libéraux lui reprochent d'avoir adopté le protectionnisme impérial. La Chambre des Communes d'autre part est choquée de le voir se consacrer à la guerre en déléguant comme orateur du Gouvernement aux Communes, M. Bonar Law, chef du parti conservateur, ce qui est contraire à toutes les traditions parlementaires. Les libéraux se plaignirent que le *leader* du Gouvernement fut le *leader* du parti adverse. M. Asquith accepta tou-

tefois sa disgrâce avec une dignité qui lui valut un accroissement de popularité à la Chambre des Communes.

A partir du printemps de 1917, les causes de faiblesse commencent à produire leur effet. Les deux anciens partis, conservateurs et libéral se dissocient.

Une partie des Conservateurs avec le chef du parti, M. Bonar Law, Chancelier de l'Echiquier et le tout puissant Lord Northcliffe, roi de la presse, appuie le cabinet.

Une partie se détache sous le nom de *National party*. Son organe est l'aristocratique *Morning Post*. Ce groupement prétend bénéficier des leçons de la guerre. Il veut mettre fin au règne des politiciens de métier des deux clans de la Chambre. Il oppose des *deeds*, les faits, aux *words*, aux mots. Il est pour les *front trenches*, les tranchées du front contre les *front benches*, les bancs du Ministère et de l'opposition à la Chambre. Il se déclare un parti d'économie nationale, recherchant une production intensive des richesses par des méthodes modernes, en conciliant les intérêts de tous les producteurs : patrons et ouvriers. Il comprend surtout des chefs d'industrie et des commerçants libéraux. En dehors

de l'amiral Beresford et du général Paget Croft, il est difficile de citer un nom connu, à raison même de son programme.

Ce parti nouveau montre une hostilité personnelle contre M. Lloyd George à raison de sa politique d'avant-guerre, politique de guerre civile, dit-il, qui tendait à dissocier les forces nationales et qui a amoindri dans la classe ouvrière la notion de sacrifice à la communauté. Il rappelle volontiers, à l'intention de Lloyd George, le mot de Chatham aux Communes en 1758 : « J'aime la loi, mais je hais l'homme de loi. Pour rien au monde je ne voudrais en voir un dans le Gouvernement ». Il est nettement hostile à la politique de Lloyd George à qui il reproche sa mollesse dans la conduite de la guerre, notamment pour faire face aux besoins de l'armée en hommes. Le 22 décembre 1917, le *Morning Post* sommait le Gouvernement d'établir la conscription en Irlande pour trouver les hommes dont l'armée a besoin depuis la défection russe et surtout depuis les lourdes pertes de l'offensive de Flandres, l'été dernier, en le menaçant de voir le pays lui demander des comptes dans trois mois pour ne pas l'avoir fait. Les besoins en hommes sont certains, mais après ce que je vous ai dit de l'Irlande, vous pen-

serez sans doute que rouvrir, en pleine guerre, la question d'Irlande, c'est-à-dire surtout le conflit sans issue entre l'Ulster et l'Irlande catholique et la compliquer d'une conscription qu'il faudrait appliquer à main-armée, c'est se lancer dans l'inconnu. Quant à appliquer la conscription sans régler le *Home rule,* ce serait en rendre l'application plus difficile encore et soulever l'opinion des Irlandais des Etats-Unis, deux fois plus nombreux que ceux d'Irlande et facteur non négligeable de l'opinion publique américaine. C'est en Angleterre même qu'il faudra puiser, mais là aussi, on ne biffe pas d'un trait les neufs siècles d'histoire qui ont précédé la guerre. Quoiqu'il en soit, le *National party* avertit Lloyd George que ce n'est pas avec des saillies de réunion publique qu'il aura raison de Ludendorff et va jusqu'à lui rappeler le précédent de Kerenski. Il lui fait grief de ne pas avoir réprimé avec énergie la révolte des *Sinn Feiners* d'Irlande qui allèrent en 1916 jusqu'à accepter le concours de l'Allemand contre l'Anglais, ennemi héréditaire et rappelle que l'agitation est « l'industrie nationale de l'Irlande ». Il critique son ignorance des problèmes de politique extérieure notamment ceux de la monarchie danubienne et son opposition aux vues du haut

commandement qui ne semble pas partisans de l'unité de commandement des Alliés et qui veut limiter l'effort militaire à un secteur étroit du front de France. Cette dernière question divise les Anglais en *Occidentalistes* et *Orientalistes*. Le commandant Sassoon, secrétaire particulier du maréchal Haig, qui est député, écrivait à ses électeurs en novembre 1917, après l'effondrement russe et roumain et le désastre italien, que ce qui était essentiel, ce n'était pas la disparition « momentanée » de la Russie, ni l'invasion de l'Italie, mais l'avance anglaise vers Cambrai. A la même époque, Lloyd George critiquant, dans son discours de Paris la politique militaire des Alliés, constatait que, faute d'avoir envoyé une armée, en temps utile, à Salonique, les Alliés avaient laissé les empires centraux enfoncer, en Serbie la porte méridionale de leur prison « tandis que nous martelions de toute notre force l'impénétrable barrière de l'Ouest... Et nous crions de joie, lorsque nous avons conquis un village en ruines ». Vous voyez le conflit.

Enfin le *National Party* reproche à Lloyd George de ne pas réaliser le programme de protectionnisme impérial et de sacrifier le commerce et l'industrie. Il déplore que personne ne se soit

révélé pendant la guerre, qui puisse lui être opposé. La crainte d'un retour au pouvoir de M. Asquith tempère seule son opposition.

D'autre part, le parti libéral s'est scindé, lui aussi et s'est affaibli, comme le parti conservateur. Une partie reste fidèle à Lloyd George. Une autre va au *Labour Party* qui s'est élargi et qui tend à absorber les forces vives du parti radical. Enfin, beaucoup de radicaux sont mécontents de voir Lloyd George adopter dans son esprit, la politique des Conservateurs, ce qui est une condamnation implicite de la politique radicale. Le sentiment qui les domine paraît être le mécontentement des autres et d'eux-mêmes. Ils verraient volontiers M. Asquith reprendre le pouvoir.

A côté des deux grands partis traditionnels, le *Labour Party* a pris, pendant la guerre, une extension remarquable. Les grands journaux libéraux, le *Daily News* et le *Manchester Guardian* annoncent qu'il est désormais le parti de la démocratie organisée. *Le Labour Party* s'est élargi par l'admission des travailleurs intellectuels, réforme capitale pour son influence dans le pays et au Parlement et aussi par l'adhésion de l'Union des grandes sociétés coopératives qui comprend

3.500.000 membres. Son programme tient en ces mots :

Libre échange ;

Réformes démocratiques ;

Politique de principes et non de classes ;

Self-government de l'industrie.

En marge du « Labour party » se trouve la petite minorité des pacifistes s'appuyant sur les mouvements grévistes. Elle est composée des clubs de femmes, du British socialist party (10.000 membres) et de l'Indépendant Labour party (30.000 membres).

Il n'y a donc plus désormais sur la scène politique anglaise les deux partis qui alternaient traditionnellement au pouvoir, suivant un jeu de bascule mais quatre grands partis : 1° le *National party,* 2° un *parti du Centre,* amalgame comprenant les Conservateurs qui sont restés fidèles à leur chef Bonar Law et les libéraux qui suivent Lloyd George, 3° les libéraux partisans d'Asquith, *parti radical,* 4° le *Labour party.*

Entre les Conservateurs incorporés ou non au Centre et le « Labour party », il y a une contradiction irréductible sur la question du protectionnisme impérial. Les Travaillistes déclarent qu'ils ne veulent ni du pain cher ni de la lutte écono-

mique contre l'Allemagne. Le 6 septembre 1917, la question a été mise aux voix à la séance historique du Congrès des Trade-Unions de Blackpool. 2.339.000 voix se prononcèrent pour le libre-échange ; 278.000 pour la protection. La démocratie anglaise avait jugé. C'est ce qu'a compris Lloyd George. Il a senti que nous ne sommes plus au temps de Pitt où un premier ministre pouvait mener l'Angleterre de son cabinet sans s'occuper des courants d'opinion populaire. Nous allons assister à une évolution de l'homme pour s'adapter au milieu.

En octobre 1917, deux mois après sa brouille avec le Ministre travailliste du *Comité de guerre*, Henderson, au sujet de Stockholm, il se rapproche du « Labour party ».

1° Parce que c'est là qu'est la masse agissante du peuple, base de tout Gouvernement démocratique.

2° Parce que des événements politiques extérieurs — le bolchevichisme russe avec son programme « ni annexion, ni indemnités » — agissent puissamment sur les masses populaires d'Occident. On constate alors le ton plus modéré de ses discours où il n'est plus question d'écraser le

militarisme prussien et le souci de formuler un programme qui puisse être adopté comme un moyen d'offensive diplomatique contre les empires centraux, préoccupation constante des trade-unionistes. Ces derniers pensent que si l'on présentait un programme conciliant aux peuples ennemis, ceux-ci se retourneraient vers leurs Gouvernements et leur diraient : « Acceptez ce programme ou nous faisons la Révolution ». L'avenir montrera sans doute qu'il faut encore leur infliger soit une défaite militaire, soit de longues souffrances sans espoir, avant que les prolétaires allemands acquièrent cette hardiesse. Quoiqu'il en soit, cette idée d'une pression sur les Gouvernements ennemis, par leurs peuples, est devenue l'idée dominante des travaillistes anglais.

Lloyd George sent que, quelle que soit son efficacité sur l'ennemi, il est dans le rôle des Alliés d'exprimer un programme conforme à leurs principes. Il ne parlera plus désormais d'impérialisme économique, ni de conquête des colonies allemandes.

Le 19 janvier 1918, eût lieu, à Westminster, une grande conférence des 900 délégués des Trade-Unions, sur la convocation du « Labour party ». Ces 900 délégués représentaient 3.311.000

membres. Le *programme* voté par cette conférence fut le suivant :

I. Etablissement d'une autorité supra-nationale, ou ligue des nations, pour empêcher toute nouvelle guerre.

II. Restitution et réparation par l'Allemagne à la Belgique, avec garantie d'indépendance.

III. Administration internationale et contrôle de toutes les colonies de l'Afrique équatoriale.

IV. Liberté pour les petites nations de décider de leur avenir.

V. Renonciation à toute guerre économique.

VI. Coopération internationale pour la restauration des pays dévastés.

Ce programme, vous le voyez, exclut le protectionnisme économique, car les Trade-Unionistes objectent : « Nous ne pouvons pas avoir le moindre espoir que le peuple allemand accepte un programme qui lui ferme le commerce mondial ». D'autre part, le texte est muet sur une question qui est capitale pour nous, Français, et sur laquelle le Gouvernement anglais sait que nous ne transigerons pas la question d'Alsace-Lorraine. Je vous disais, avant-hier, Messieurs, que l'Angleterre d'avant-guerre était ignorante des problèmes

de la politique européenne. La question d'Alsace-Lorraine en particulier, était complètement étrangère au prolétariat anglais. En Angleterre et dans les colonies il a été instruit d'une partie de la vérité qui venait de nous mais il a entendu aussi la thèse allemande. Les agents allemands lui ont fait dire : « C'est à cause de l'Alsace-Lorraine que vous continuez la guerre. Et savez-vous ce que c'est que l'Alsace-Lorraine ? Eh bien, dans ces provinces 90 % des habitants sont de langue allemande. Nous avons désannexé en 1871 ce que les Français avaient annexé deux siècles plus tôt. En réalité, les Français veulent arracher une province allemande à l'Empire allemand ». Voilà ce qu'ils avaient entendu. Vous sentez combien il est angoissant pour nous, Messieurs, d'étudier l'état d'esprit du peuple anglais à l'égard de notre but de guerre essentiel.

Que fit Lloyd George, en face de cette manifestation de plus de trois millions d'ouvriers organisés ? Vous savez combien les syndicats anglais sont plus puissants que les nôtres. Ils avaient obtenu, avant la guerre, le droit d'envoyer des délégués auprès des membres du Gouvernement. Lloyd George comprit qu'il fallait faire plus. Il alla, il y trois semaines, le 19 janvier dernier, lui,

Premier Ministre, devant les 900 délégués représentant les 3.311.000 ouvriers anglais et il leur dit tout d'abord : « Les besoins de l'armée en hommes sont grands. Il faut que des négociations s'engagent entre le gouvernement et les syndicats afin d'envoyer aux armées un certain nombre d'ouvriers qui seront remplacés par des femmes ». Je vous ai dit, je crois Messieurs, que la puissance des *Trade-Unions* est telle qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle, de service obligatoire dans la pleine acception du mot, en Angleterre. Il faut négocier avec les syndicats, à chaque nouveau prélèvement d'hommes. C'est, vous le voyez, l'attitude que prend Lloyd George en leur disant la vérité face à face. Puis, il fait plus. Il se soumet aux questions de l'immense assemblée.

Un délégué, faisant allusion à l'un de ses derniers discours, l'interroge : « Est-ce que le Premier Ministre voudrait exposer ce que veut dire la restauration de l'Alsace-Lorraine ? » Lloyd George répond : « Mon opinion sur ce pays, c'est « que l'Alsace-Lorraine veut vivre avec le peuple « français. C'est une question qui doit être décidée « par le peuple français. Vous devez vous souvenir « qu'en réalité, ce n'est pas une question de terri- « toire seulement mais une vitale question

« de principe. Ce fut pour les Français comme « une plaie ouverte à leur flanc pendant plus « de 40 ans. Ils n'ont jamais pu vivre en « paix pendant tout ce temps-là, ils croient « qu'il n'est pas possible d'avoir la paix jus- « qu'à ce que cette question soit réglée une « fois pour toutes. Vous devez aussi régler cette « question dans l'intérêt de l'Europe, à moins « que vous n'admettiez qu'elle soit le théâtre « d'une série de nouvelles guerres. C'est au « peuple de France et à son Gouvernement « qu'il appartient de déterminer ce qu'il regarde « comme juste à cet égard et nous devons le sou- « tenir dans ses vues. Une quantité considérable « d'Alsaciens-Lorrains ont été expatriés par la « force. Ils ont été chassés de leur pays violem- « ment. Il est absolument incontestable que « l'énorme majorité des habitants est en faveur « d'une restauration sous le drapeau français. « Permettez-moi de vous rappeler un petit fait « personnel : Je me souviens qu'un jour, j'ai tra- « versé les Vosges pour aller de France en Alsace. « Nous trouvant du côté français, à trois ou qua- « tre kilomètres de la frontière allemande, nous « nous sommes arrêtés dans une petite auberge, « et les vieilles gens qui la tenaient nous ont dit

« que chaque semaine, des ouvriers, des paysans « venaient du versant allemand sur le versant « français, simplement pour passer leur diman- « che sous le drapeau français. »

Est-il possible, Messieurs, de faire entendre un plaidoyer plus modéré et plus pressant ? Voilà de la politique moderne. Voilà qui explique que la presse de lord Northcliffe puisse dire au Premier Anglais : « Votre parti, ce doit être le peuple d'Angleterre. Ne vous occupez pas des criailleries des politiciens de la Chambre. » En ce sens, ce spectacle de Lloyd George discutant avec cette formidable assemblée des représentants du prolétariat anglais la politique générale du pays, entrant dans ses vues, lui faisant des concessions sur certains points et l'élevant à lui sur d'autres, apparaît comme un des faits les plus importants de l'évolution politique moderne de l'Angleterre.

III

L'ANGLETERRE DEPUIS 1914

L'Effort économique (Finances, Industrie, Restrictions). — L'armée économique. — Vue d'ensemble. — La crise morale.

Messieurs,

Vous connaissez l'apologue des membres et de l'estomac, ce vieux succès de réunion publique. Il s'applique parfaitement à la guerre. Les membres combattent, l'estomac les nourrit.

Examinons l'estomac du corps britannique dont vous connaissez déjà la tête qui dirige, le cœur qui bat pour l'idéal national et les membres qui guerroyent. Vous connaîtrez ainsi John Bull tout entier et vous pourrez le comparer à ses alliés et à ses ennemis. Les uns valent surtout par la tête, d'autres par le cœur, d'autres enfin par l'estomac.

L'empire britannique est la plus ancienne et la

plus grande puissance économique du monde entier. Ses navires sur toutes les mers, le charbon de son île, le coton des Indes et d'Egypte, l'or du Transvaal, les bois du Canada, les laines d'Australie, le caoutchouc de l'Afrique équatoriale, les troupeaux de bœufs du Canada et de l'Inde : voilà les mamelles de l'Angleterre. Et vous savez que Londres est la métropole financière du globe, ce qui veut dire que lorsque les Etats-Unis d'Amérique achètent de la soie ou du thé en Chine, le paiement se fait par des traites sur Londres. Quel apport au camp des Alliés ! Il n'y a pas de fer dans l'Empire, mais quelle est l'économie nationale qui n'ait besoin de compléments ? Pourtant, le fer est essentiel à la guerre. Notons cela. Et si la politique des maîtres de forge allemands avait été de miner, notamment par le *dumping*, l'industrie métallurgique anglaise ? Si le quart de l'acier employé dans la construction des navires anglais, avant la guerre, venait d'Allemagne ?

D'un coup d'œil sur une mappemonde, vous voyez que les voies de communication internes de l'Empire britannique sont ses lignes de navigation, comme celles des Etats-Unis sont des lignes de chemin de fer. Si l'on coupait les lignes de chemins de fer des Etats-Unis ? Si des sous-

marins coupaient les lignes de navigation de l'Empire ?

Le commerce anglais s'étend sur le monde entier à qui il a imposé sa langue. Mais si le libéralisme économique, à qui Adam Smith n'avait pas prescrit d'autre restriction que les lois sur la navigation, avait laissé les produits tropicaux de l'Empire se diriger vers Hambourg, et les laines d'Australie vers Fancfort ?

Les trois quarts du peuple anglais vivant sur une île au riche sous-sol minier s'adonnaient à l'industrie. Mais si les industries avaient champignonné au hasard, si les patrons employaient des méthodes désuètes, si l'effort syndical des ouvriers était dirigé contre l'emploi des machines nouvelles et le grand rendement individuel ?

Voilà, Messieurs, le schéma des prodigieuses ressources et des causes de faiblesse de l'Empire britannique.

Voyons comment va se comporter ce grand organisme dans les diverses épreuves de rendement économique imposées par la guerre.

⁂

L'EFFORT FINANCIER

Et d'abord, les finances, puisque l'on disait autrefois que l'argent est le nerf de la guerre. Mais est-ce bien le nerf de la guerre ? Quand il fallait acheter plus de régiments de Suisses que son ennemi, pour le battre : c'était indiscutable ! Mais maintenant ? L'Etat réquisitionne tous les hommes valides. Voilà pour les soldats. Quant à l'argent, Louis XIV disait : « Tout ce qui est dans les coffres de mes sujets est à moi », mais il n'osait pas le prendre et il invitait les financiers à Versailles. L'Etat moderne est plus hardi. Au lieu de prendre l'argent, il prend directement les richesses entre lesquelles la pièce d'argent ou d'or n'est qu'une commune mesure. En échange, il donne un morceau de papier, qui s'appelle un bon de réquisition, que le propriétaire dépossédé échangera contre un autre morceau de papier contenant promesse de donner de l'or, qui s'appelle un billet de banque. C'est le cas du paysan dont on réquisitionne la vache. Ou bien l'Etat donne directement des billets de banque, par

exemple à ses fournisseurs de guerre. Le système fonctionne aussi longtemps que les particuliers ont confiance dans la valeur du billet de banque. Lorsque la confiance disparaît, comme récemment en Russie ou comme en France sous la Révolution, on est obligé de cesser d'imprimer des billets de banque parce que le pouvoir acheteur devient inférieur au prix de l'impression. Alors, c'est la faillite de l'Etat, la catastrophe financière. Mais tant que la confiance règne, le système joue, à la condition que les particuliers veuillent bien convertir une partie de ces engagements de l'Etat en engagements à plus longs terme que des billets de banque, par exemple des bons de la *Défense nationale* et des rentes de l'Etat. C'est un courant de circulation intérieure de papier qui va de l'Etat aux particuliers sous forme de billets de banque, lesquels reviennent des particuliers à l'Etat contre des titres d'emprunts. Regardez ce qui se passe en Allemagne pays qui, à cause du blocus anglais vit à l'état d'économie nationale fermée. C'est la vie économique et financière dont je viens de vous faire le tableau. Les citoyens donnent leurs richesses et leur travail à l'Etat allemand qui leur donne de quoi vivre et produire et pour le surplus leur remet un morceau de papier qui est quelque

chose comme une hypothèque sur la fortune de l'Empire d'Allemagne, accrue de ses acquisitions déguisées et des indemnités qu'il convoite. Et cela joue. Oh ! il y a bien quelque pression, mais adroite, et il y a bien, nous dit la *Gazette de Francfort* des nouveaux riches qui placent une partie de leur bénéfice de guerre en colliers de perles et en meubles anciens, mais enfin, dans l'ensemble, le système joue. Dès lors, ce qui est intéressant, dans le cas de l'Allemagne, ce n'est pas d'avoir beaucoup d'or, c'est d'avoir toutes les richesses nécessaires à la vie de guerre.

La question est plus complexe pour les Etats qui, comme l'Angleterre, continuent à participer à l'économie mondiale d'abord parce qu'ils en ont la liberté, et ensuite parce qu'ils en ont une nécessité absolue, faute d'avoir par exemple du blé pour faire du pain et de l'acier pour faire des munitions. Là, le système de circulation interne de papier portant la signature de l'Etat ne joue plus. C'est le régime du temps de paix qui fonctionne avec les neutres. Or, en temps de paix, les pays ne se donnent pas entre eux des marchandises contre les billets de banque. Ils échangent les marchandises contre des marchandises ou contre des services. Par exemple, l'Angleterre envoie des

cotonnades en Italie qui lui renvoie des soieries et qui héberge les riches Anglais à Venise et dans la baie de Naples. Dans les rapports internationaux, l'or ne sert guère qu'à faire la tare de la balance commerciale. Quant aux billets de banque, ils n'ont aucun intérêt dans le commerce mondial. Mais lorsqu'un pays comme l'Angleterre est en guerre, lorsqu'une grande partie de ses nationaux cesse de produire de la richesse pour en consommer comme soldat, lorsqu'une grande partie des industries est arrêtée ou ne fonctionne que pour la guerre, comment payer à l'étranger les marchandises qu'on lui demande ?

L'Angleterre demande de l'acier, du blé, du coton aux Etats-Unis. Elle ne produit pas assez de marchandises à remettre en échange. Que faire ? C'est alors, Messieurs, qu'il est bon d'avoir une réserve d'or pour faire l'appoint et qu'il est bon d'être riche pour obtenir du crédit.C'est ainsi que la Grande-Bretagne et ses colonies ont envoyé cinq milliards d'or aux Etats-Unis, mais dont la moitié venait de France, pays riche en or, dont l'Angleterre s'est constituée le banquier vis-à-vis de l'extérieur pendant la guerre. Pas d'or, pas de blé ! Pas d'or, pas d'acier, pas de cuivre, pas d'automobile ! Mais cela ne suffisait pas, car cinq mil-

liards c'est beaucoup d'or, mais c'est relativement peu de marchandises à faire dévorer par le monstre de la guerre. Il fallait obtenir du crédit. L'or y a aidé mais il fallait aussi l'agrément des grands banquiers de New-York et du Gouvernement américain. Pour cela, il ne fallait pas se rendre impopulaire aux Etats-Unis. Et voilà pourquoi le blocus de l'Allemagne a été lâche jusqu'au printemps 1917. A une certaine altitude, la politique, la finance et les affaires se tiennent étroitement vous le voyez.

Il est utile aussi à l'égard de la circulation interne, et cela pour tous les belligérants, d'avoir de l'or pour maintenir la confiance du public dans la possibilité de changer un jour après la guerre, les billets de banque pour de l'or. Et c'est pourquoi la banque impériale d'Allemagne qui savait qu'il y aurait la guerre, et la Banque de France qui la pressentait, ont augmenté leurs réserves d'or pendant l'année qui a précédé la guerre et ont depuis demandé aux particuliers de leur apporter leur or. Voilà, Messieurs, le mécanisme financier des Etats en guerre. Comment s'est comportée l'Angleterre à ce point de vue ? Elle a eu à faire face à des dépenses énormes, parce que si elle avait la première flotte du monde, elle

n'avait pratiquement pas d'armée. Elle n'avait pratiquement pas d'arsenaux. Tout ce capital, il a fallu le constituer après la déclaration de guerre, alors que les autres grands pays l'avaient en réserve. Il a fallu, loger, habiller, équiper, armer des millions de soldats. Il a fallu faire face aux dépenses normales de la guerre, plus élevées pour elle, parce que la riche Angleterre paie mieux ses soldats et verse des pensions plus élevées que les Continentaux. Et il a fallu financer les *Dominions* et les alliés. Je n'abuserai pas des chiffres. En eux-mêmes ils ne disent rien. Je veux seulement établir quelques comparaisons dans votre esprit. Avant la guerre, l'Angleterre dépensait un peu moins de cinq milliards de francs par an. Après un an de guerre, elle en dépensait 38 milliards. Pendant l'exercice qui va finir dans un mois, elle aura dépensé 72 milliards. La dépense quotidienne était au début de la guerre de 25 millions par jour. Elle est, ce mois-ci, de 181 millions par jour, sans compter les prêts aux Alliés. A la fin du prochain exercice, mars 19, les Alliés devront à l'Angleterre 40 milliards ; les *Dominions* 6 milliards.

Comment faire face à des dépenses ? Deux sources d'argent : l'impôt et l'emprunt. Le mérite

de l'Angleterre est d'avoir immédiatement beaucoup demandé à l'impôt. C'est de la saine politique financière. « Le citoyen anglais supporte héroïquement le poids de l'impôt, dit le *Vorwaerts* ». Le peuple anglais qui payait moins de 5 milliards d'impôts avant la guerre va en payer 21 milliards pendant l'année financière qui va commencer. Malgré cet effort prodigieux, il restera 53 milliards à demander à l'emprunt pour obtenir les 74 milliards qu'on dépensera dans l'exercice qui va commencer. Le peuple anglais n'arrive donc, malgré son héroïsme financier, qu'à payer 28,3 % des dépenses tandis qu'il payait 47 % des dépenses pendant les guerres napoléoniennes. Le coût total de ces guerres avait été pour l'Angleterre, de 21 milliards de francs en vingt ans, c'est-à-dire ce que les Anglais vont payer d'impôt en un an. 21 milliards : vingt ans de guerre, il y a un siècle, trois mois et demi aujourd'hui.

Il faut donc emprunter. Si nous considérons la politique d'emprunts de l'Angleterre, nous constatons qu'elle ne présente pas les grandes lignes harmonieuses de la politique financière allemande pendant la guerre parce que là aussi, on n'avait rien prévu. Cependant l'esprit public anglais, là

encore et les immenses ressources de l'Empire ont fait face à tout. Il y eut les croisades des emprunts comme la croisade de l'enrôlement. Meetings dans les places, affiches sur les murs, réclames dans les journaux, tout donna. Je me souviens avoir vu au milieu d'une grande page blanche du *Times*, un cadran dont les aiguilles marquaient midi et au-dessous : « Demain, à midi, dernier jour, dernière heure pour faire votre devoir envers votre pays ». Aussi le troisième emprunt anglais a-t-il donné 50 milliards dont 17 d'argent frais, tandis qu'en cinq emprunts l'Allemagne n'a consolidé que 60 milliards. Je ne parle jamais ici qu'en francs. En mars 1916, commença une très intéressante campagne pour dériver vers les caisses de l'Etat sous forme de prêts spéciaux, une partie des salaires, devenus très élevés, des ouvriers qui n'économisaient pas, augmentaient leurs dépenses et par conséquent leur consommation dans des proportions inquiétantes. Ce fut le *War savings Movement*. Il s'agit de bons de une livre sterling rapportant 5 1/4 % et exempts d'impôt, créés dès le début de la guerre. Une même personne ne peut en posséder plus de 500. Un an après le début de la campagne, il existait déjà 1.119 comités et 25.323 associations ; 73 millions

de certificats avaient été vendus ; deux milliards étaient entrés dans les caisses du Trésor.

Qu'est devenue la Dette nationale anglaise à la suite de tous ces emprunts ? Ah, elle a grandi ! Elle est actuellement de 145 milliards. Elle sera légèrement inférieure à 200 milliards, au 31 mars 1919. Voilà qui effare les financiers de l'école classique. Je crois même que cela inquiète un peu les autres. Mais la fortune de l'Empire britannique est telle, le développement de la richesse dans le monde pendant les dix dernières années a été si prodigieux, que si les prêteurs font confiance à l'Etat anglais, il n'est pas douteux qu'il puisse finalement faire face à ses obligations. Songez que le commerce international du monde est quarante fois ce qu'il était il y a un siècle (200 milliards contre 5) !

Comparons, en passant, la situation financière du grand concurrent de l'Empire anglais, qui gagnait du terrain sur lui très vite avant la guerre mais qui est loin d'avoir sa richesse acquise : l'Empire allemand. La dépense quotidienne actuelle de l'Allemagne est à peu près égale à la dépense anglaise. Mais l'effort demandé au contribuable est très inférieur à celui que fournit le contribuable anglais. Les nouveaux impôts levés

depuis le début de la guerre ne sont que de 36 % des mêmes impôts en Angleterre. Ces nouveaux impôts sont inférieurs à l'intérêt de la dette de guerre allemande au 31 mars 1919. A cette date, la dette allemande sera de 200 milliards. Les intérêts de cette dette seront au moins de 10 milliards et le fonds d'amortissement de 1/2 % de 1 milliard. Le service des pensions sera de 3 milliards au minimum. Le budget d'avant-guerre était de 3 milliards 1/4. Donc, total des dépenses annuelles d'après guerre : 17 milliards 1/4. Total des revenus d'avant-guerre : 3 milliards 1/4. Ils vont essayer d'obtenir avec des impôts nouveaux un revenu total de 8 milliards pour le prochain exercice. De 8 à 17 milliards 1/4 (estimation minima) ; vous voyez le gouffre. Les dirigeants de l'Allemagne le voient aussi. Et c'est pourquoi lorsque la majorité du Reichstag vota en juillet dernier la formule de paix sans annexion ni indemnité, les pangermanistes se sont répandus dans le pays et ont expliqué au contribuable allemand bourgeois et ouvrier que si l'Allemagne n'impose pas une indemnité de guerre à ses ennemis, il aura à travailler jusqu'à la fin de ses jours pour payer les frais de la guerre. Le contribuable allemand a parfaitement compris. Et les députés

qui avaient voté la motion « ni annexion, ni indemnité » ont vu affluer chez eux les désaveux de leurs électeurs. Tenez pour certain que les Allemands, après avoir dévasté les pays envahis par eux et y avoir minutieusement détruit tout outillage industriel, sont pratiquement unanimes depuis que la main-mise sur la Russie a ranimé la notion de la guerre « fraîche et joyeuse » qui s'anémiait en eux au printemps dernier, à vouloir nous faire payer la plus grande part possible de leurs frais de guerre. Ceux d'entre eux dont les principes sont opposés à cette politique sauront imposer silence à leurs principes.

Voilà pour l'effort financier. J'ai pensé que je ne pouvois vous faire apprécier pleinement les ressources et les efforts de l'Angleterre dans ce domaine, qu'en les comparant à ceux de l'ennemi.

Ajoutons cependant, dans le champ réservé à ceux des combattants qui ont l'accès des mers que, pour solder ses dépenses aux Etats-Unis. l'Angleterre a, très tôt, employé des moyens héroïques. Elle a réquisitionné les valeurs américaines des portefeuilles des grandes compagnies anglaises d'assurances et de *trustees* et a vendu ou engagé ces titres sur le marché américain pour se faire de l'argent là-bas. Cependant les disponibi-

dités à créer aux Etats-Unis ont eu une fin, tant sont élevées les dépenses qui y sont faites pour la guerre. C'est ce qui a fait dire au Chancelier de l'Echiquier, le Ministre des Finances anglais, que sans l'entrée en guerre des Etats-Unis, la situation serait devenue désespérée. Depuis leur entrée en guerre, les Etats-Unis ont avancé aux Alliés, 24 milliards dont la moitié à l'Angleterre. La question du change sur New-York qui a eu, à une époque un caractère dramatique est réglée.



L'EFFORT INDUSTRIEL

Voyons, maintenant, Messieurs, l'effort industriel de l'Angleterre.

Un journaliste, à qui il est arrivé des malheurs, a souvent imprimé en gros caractères qu'il faut, pour cette guerre de tranchées « des canons, des munitions ! » C'est vrai, vous savez mieux que

moi combien il faut d'acier pour remuer un peu de terre. En face de cette nécessité, comment s'est comportée l'Angleterre ? Elle a compris lentement et elle a eu de grandes difficultés à vaincre pour réaliser. Dans le domaine industriel comme dans le domaine militaire nous retrouvons d'un côté l'imprévoyance de l'Etat, l'inorganisation, l'individualisme, et de l'autre, l'esprit public qui fera accepter aux patrons le contrôle de l'Etat et aux ouvriers l'abandon de leurs privilèges corporatifs et les restrictions alimentaires. Mais avec combien plus de peine ! Créer une armée de volontaires, c'est sans doute une difficile entreprise mais on s'adressait à l'élite morale et on construisait sur une table rase. Mais remanier les usines, leur outillage, la routine empirique des patrons et l'hostilité des ouvriers à toute extension de main-d'œuvre et à tout travail intensif ! Tandis que l'Allemagne centralisée avait mobilisé ses industries, tandis qu'elle était prête à cette guerre de matériel parce qu'elle est le premier pays métallurgique d'Europe et le second du monde, après les Etats-Unis, parce qu'elle avait des arsenaux et ces immenses usines ultra-modernes de produits chimiques, facilement transformables en usines de munitions, l'Angle-

terre décentralisée, avec un outillage industriel archaïque, sans arsenaux — ses baïonnettes venaient d'Allemagne ! — à qui il manquait le fer et les industries essentielles, qui dépendait de l'Allemagne pour la potasse, les instruments de chirurgie, les produits chimiques, les verres d'optiques et les magnétos, qui n'avait pas de zinc pour ses cartouches, ni de dérivés de goudron pour ses explosifs, apparaissait comme désemparée. Vingt-cinq ans de travail allemand ouvert ou secret pour troubler l'économie nationale de l'Angleterre avaient produit leur effet. Ajoutez à cela les règlements absolus des *Trade-Unions* qui limitaient la main-d'œuvre dans le but d'en faire enchérir le prix, excluant de l'atelier les ouvriers non qualifiés, notamment les femmes, limitant la durée du travail et son rendement — un ouvrier ne doit pas poser plus de tant de briques à l'heure ; il ne doit conduire qu'une machine. — Vous voyez, Messieurs, combien la machine sociale anglaise était peu faite pour donner le rendement industriel qu'exige la guerre. « Nous étions la nation du monde la plus mal organisée pour la guerre, » dira Lloyd George, le 3 juin 1915 à Manchester. Aussi, le rendement fut-il très faible jusu'à la fin de 1915. Tandis que la France,

privée de 72 % de sa puissance métallurgique s'étaient organisée fiévreusement pour produire dès la fin de 1914, l'Angleterre n'aurait pas eu, au printemps de 1915, assez de munitions pour faire face à une sérieuse attaque de son front pourtant exigu. Si l'on évalue en poids la production de guerre anglaise par 20 en août 1914, et vous savez ce qu'elle était alors : on a seulement 200, en décembre 1915, puis 1.500 en décembre 1916 et 2.800 en juillet 1917. Si bien que le graphique qui exprime cette production nous apparaît comme une ligne presque horizontale jusqu'à la fin de 1915, qui monte brusquement ensuite.

Vous le voyez, Messieurs, l'effort industriel de l'Angleterre n'a pesé vraiment qu'après un an et demi de guerre, au début de 1916, comme son effort militaire n'a lourdement pesé qu'au milieu de la même année, à l'offensive de la Somme. Les conséquences de ce délai ont été immenses. Ce que je vous ai dit de l'Angleterre d'avant-guerre ne vous permet ni de vous en étonner ni de vous en plaindre. Si vous me permettez un souvenir personnel, je vous dirai toutefois que j'ai été de ceux qui, au milieu de 1915, sentant l'influence qu'aurait ce délai sur la guerre, ont tenté de faire un effort sur l'opinion publique anglaise en vue

d'activer la production industrielle et d'obtenir la conscription. Il était manifeste, en effet, que l'Allemagne tenterait de suivre à l'égard de ses ennemis l'exemple d'Horace vis-à-vis des Curiaces. Faute de munitions et même de fusils, les armées russes ont été écrasées en Galicie au printemps de 1915 par l'artillerie de Mackensen. Cette offensive fut le grand coup de bélier allemand dans l'édifice vermoulu de l'Empire des Tsars qui, depuis, s'est effondré et dont nous distinguons à peine les morceaux dans un nuage de poussière. Et Horace se retourne maintenant vers les deux Curiaces d'Occident. Malheureusement pour lui, un Curiace nouveau surgit à l'Extrême-Occident et ce que l'on voit lui laisse devenir sa statue colossale. Horace lui laissera-t-il le temps d'arriver ? Tel est le problème d'aujourd'hui. Mais le temps qui travaille maintenant pour nous, travaillait contre nous en 1915. La simultanéité de leur effort était la condition d'une victoire relativement rapide des Alliés.

Un homme dans le Gouvernement de Londres a compris la nécessité d'organiser l'industrie pour la guerre, c'est Lloyd George. Au mois de mars 1915, Kitchener restant confiné dans l'organisation de l'armée de volontaires, il était devenu

Ministre des Munitions. Pendant tout l'été, il prêcha une véritable croisade pour intensifier la production. Les savants, les ingénieurs, les chefs d'industrie, les directeurs de chemins de fer, se mirent à sa disposition. On nomma des instructeurs et des inspecteurs. Le nouveau Ministère employa 50.000 personnes. Tout le pays fut partagé en un certain nombre de districts pour la fabrication des munitions, appelés *munitions areas*. On transforma en fabriques d'obus toutes sortes de constructions, jusqu'à des boulangeries. On bâtit partout de nouvelles usines. Des villages entiers surgirent du sol et là où il n'existait pas de logements, on éleva des cités pouvant abriter jusqu'à 60.000 ouvriers.

Il fallait aussi, et c'était la partie la plus difficile de la tâche de Lloyd George, donner à cette aristocratie du travail que sont les ouvriers affiliés aux *Trade-Unions*, l'esprit de guerre. Il fallait les amener à renoncer à leurs règles corporatives qui sont précisément dirigées contre une production intensive. Vous vous souvenez des grèves anglaises de 1915, faites pour interdire l'entrée des ateliers à des ouvriers nouveaux. Il fallait leur expliquer que la guerre est « une lutte entre le travailleur britannique et les ateliers de l'Allemagne ». Il fal-

lait tenir compte de leur mentalité pacifiste d'avant-guerre et leur dire : « Lorsque vous fabriquez des obus, vous ne faites pas une chose destinée uniquement à tuer des adversaires, vous faites une chose qui est destinée à sauver la vie à un de vos camarades ». Lloyd George le fit avec sa flamme et sa merveilleuse richesse d'images. C'est au cours de cette campagne pour les munitions, qu'il nous apparaît comme le Gambetta anglais de la grande guerre.

Le 3 juin 1915, au moment où il dépose le projet de loi interdisant la grève en temps de guerre et supprimant les règlements syndicaux qui limitent la production, Lloyd George s'adressant à Manchester aux délégués ouvriers, leur dit : « Ce que j'essaie aujourd'hui de faire comme « Ministre des Munitions, a été accompli en « France en septembre ou en octobre...

« Dans une guerre, on ne peut pas attendre que tous les hommes déraisonnables soient devenus raisonnables, ni que toutes les personnes ingouvernables soient devenues gouvernables. Il y a des gens qui se laissent convaincre facilement, d'autres qui demandent un peu plus longtemps, et d'autres encore qui vous obligent à des efforts de persuasion indéfinis. Pour cette troisième ca-

tégorie vous verrez que la Loi sur la Défense du Royaume est le meilleur argument possible.

« ...Et rappelez-vous bien ceci. L'armée volontaire que nous avons au front, se compose d'hommes qui se sont mis, eux et leurs actions, sous l'entière direction de ceux qui représentent l'Etat. Leur emploi du temps, leurs mouvements, leurs déplacements, l'endroit même où ils se trouvent, tout est déterminé par les officiers de l'Etat ; l'Etat dispose de leur vie même. Ces conditions permettent à ceux qui représentent l'Etat de les répartir de leur ordonner d'occuper les positions où ils peuvent rendre les plus grands services. Voilà ce que signifie, au sens militaire, l'armée volontaire. Je regrette d'avoir à dire qu'au sens industriel il n'en va pas de même. Les règlements, les coutumes, les pratiques qui sont peut-être très utiles, qui sont sans doute très utiles en temps de paix, sont absolument inapplicables et hors de saison au milieu des nécessités terribles et urgentes de la guerre.

« L'ouvrier devenu soldat ne peut choisir son champ de bataille. Il ne peut pas dire : « Je suis prêt à me battre à Neuve-Chapelle, mais je ne veux pas me battre à Festubert, et il n'y a pas de danger que j'approche de cet endroit qu'on

appelle « Wipers » (1). Il ne peut pas dire : « Voilà dix heures et demie que je suis dans les tranchées, et mon syndicat ne me permet pas de travailler plus de dix heures ». Il ne peut pas dire : « Il n'y a pas assez d'hommes ici, et il a fallu que je fasse double besogne. Mon syndicat ne me permet pas de faire plus que ma tâche ». Le vétéran, qui exerce le métier depuis sept ans, qui est depuis sept ans dans l'armée, ne peut pas dire : « Qu'est-ce que c'est que ce blanc-bec qu'on m'envoie là ? Il n'a fait que quelques semaines de préparation ; c'est contraire aux règlements de mon syndicat et je m'en vais ».

Quand la maison brûle, les questions de procédure, de préséance, d'étiquette, d'heures de travail, de droits professionnels, disparaissent. Vous ne pouvez pas dire, pendant que le feu gagne, que ce n'est pas vous qui êtes de service à trois heures du matin. Vous ne choisissez pas l'heure ; vous n'allez pas ergoter pour savoir qui doit porter le seau d'eau, et qui doit le jeter sur le brasier ardent. Il faut éteindre le feu, et voilà tout.

« ...Autant vaudrait envoyer nos soldats affron-

(1) Prononciation humoristique du nom d'Ypres par les soldats anglais.

ter les bombes et les obus, armés de pelles et de pioches, que de vouloir continuer la guerre avec une armée industrielle mal organisée, pourvue seulement des armes du temps de paix. Ces armes ne sont plus à leur place... Les méthodes habituelles de controverse ne sont plus à leur place ».

Voilà, Messieurs, le langage qu'il fallait tenir aux ouvriers anglais et que Lloyd George pouvait tenir avec l'autorité que lui donnait sur ses auditeurs son passé démocratique. Le projet de loi discuté avec les *leaders* ouvriers, le 12 juin, fut voté le 23 juin 1915. C'est le *Munition Act*, la loi sur les munitions. Elle décide que, pendant la guerre :

1° Il n'y aura plus de grèves ni de *lock-outs*, tous les conflits devant être soumis à l'arbitrage.

2° Les ouvriers qualifiés seront rappelés du front dans les usines.

3° Les restrictions et limitations de la production édictées par les *Trade-Unions* seront suspendues.

4° Les bénéfices de guerre seront limités.

Pourtant, les troubles ne cessent pas brusquement. Le 15 juillet 1915, il y eut une grève de 100.000 mineurs du pays de Galles. On n'applique pas la loi à 100.000 hommes. Il faut leur par-

ler. Lloyd George, enfant du pays, s'adresse aux délégués des mineurs et leur dit :

« J'ai vu le mineur dans bien des circonstances « et dans bien des rôles. Je l'ai vu au travail, et « il n'y a pas de meilleur ouvrier. Je l'ai vu dans « la lutte politique, et personne n'y montre plus « de bon sens. Je l'ai entendu chanter, et il n'est « pas de chanteur plus agréable. Je l'ai vu au « foot-ball, et c'est un spectacle terrible. Je l'ai « vu quelquefois, — pardonnez-moi de vous le « rappeler — en grève, et il est très difficile d'en « venir à bout. Je l'ai vu sous les armes, et il « n'est pas en Europe de soldat plus brave. Dans « tous les rôles, il se donne toujours tout entier ; « il est toujours courageux, toujours fidèle, ami « sûr, mais dangereux ennemi.

« Le Gouvernement s'adresse à lui aujourd'hui « comme à un ami — son ami, l'ami de sa Patrie, « l'ami de la liberté dans tous les pays et dans « tous les climats. Nous sommes à court du char- « bon nécessaire à la Nation dans cette grande « crise ».

Voilà comment Lloyd George leur parle et non en brandissant la loi sur les munitions. Mais trois semaines après, nouvelle grève pour je ne sais quelle raison syndicale. Lloyd George laisse alors

échapper ce cri : « Je suis malade jusqu'au cœur d'avoir à vous rappeler la gravité de l'heure ». Ces paroles produisirent leur effet. Les grèves cessèrent. Le travail devint intense. Les causes de ces grèves, il faut les comprendre. Il faut connaître l'ouvrier anglais d'avant-guerre pacifiste, isolé dans sa *Trade-Union* comme dans une petite patrie. L'esprit de l'homme du peuple, plus en Angleterre qu'ailleurs, est lent dans ses évolutions. Au début de la campagne de Lloyd George ils objectaient : « Pourquoi nous tuerions-nous de travail pour enrichir les patrons ? » Et cette juste objection amena, vous le savez, la limitation des bénéfices de guerre. Les grèves provinrent aussi d'une perturbation dans le fonctionnement des *Trade-Unions*. Vous savez qu'une *Trade-Union* c'est le syndicat de tous les ouvriers d'un corps de métier, par exemple tous les mécaniciens anglais. Quand les nécessités industrielles de la guerre se firent sentir ; les rapports devinrent constants et étroits entre le Gouvernement et les chefs officiels des *Trade-Unions*.

Il en résulta un éloignement entre les chefs et leurs troupes qui diminua leur autorité, entraîna une certaine désaffection des ouvriers à leur égard et une plus grande lenteur dans le règlement des

conflits qui dégénèrent en grèves. D'autre part, les dirigeants des *Trade-Unions* ayant perdu le contact avec les ouvriers, surgirent des personnages nouveaux, les « délégués d'ateliers » — *Shop stewarts* — qui n'avaient auparavant qu'un rôle infime. Tandis que les *Trade-Unions* sont des compartiments verticaux qui comprennent tous les ouvriers du même métier de toutes les usines, les délégués d'ateliers sont les chefs des compartiments horizontaux occupés par tous les ouvriers, quel que soit leur spécialité, d'une même usine. Il en résulta un malaxage des ouvriers, phénomène qui s'accentua en même temps que celui de la concentration industrielle et de la complexité croissante de l'outillage de chaque usine.

Pour répondre à cette évolution, on créa trois sortes de comités d'étude et de collaboration entre patrons et ouvriers dans chaque industrie, pour travailler à établir ce que le *Labour party* appelle le *self-government* de l'industrie ; chaque comité comprenant à la fois des patrons et des ouvriers : des comités locaux, des comités régionaux et un comité national pour chaque industrie. Cette organisation à trois degrés concentriques a pour but de rechercher les moyens d'obtenir une production plus intensive et de développer chez les

patrons et chez les ouvriers, cette notion que la production intensive qui est une nécessité de guerre, servira leurs intérêts communs dans la période d'après guerre. Des tentatives d'application du fameux système *Taylor* dont l'objet est d'obtenir le rendement maximum pour un temps donné ont même été faites à la suite de visites d'industriels et de délégués-ouvriers américains.



Les difficultés une fois surmontées, l'Etat dirigeant ou contrôlant les usines, les ouvriers ayant renoncé à leurs règlements corporatifs, la production s'accrut rapidement. Aujourd'hui, l'Angleterre est un atelier gigantesque : 4 millions de travailleurs — dont 1 million de femmes — sont employés dans les 90 arsenaux de l'Etat et dans les 4.000 usines placées sous son contrôle.

Si nous comparons la production d'obus de mai 1917 à celle de mai 1915, nous constatons que l'on a produit :

28 fois plus d'obus pour canons de 18 livres ;

52 fois plus d'obus pour obusiers de 4 pouces 1/2 ;

71 fois plus d'obus pour canons et obusiers moyens ;

423 fois plus d'obus pour canons lourds.

En une quinzaine, on fabrique ce que l'on fabriquait en un an en 1914-1915.

Si l'on représente par 100 le nombre des mitrailleuses livrées la première année, la production à la fin de février 1917 serait de 2.710.

Parlant de la consommation des obus de six pouces et au-dessus, à l'offensive de Vimy en 1917, M. Kellaway déclara aux Communes que pendant la première semaine elle avait été de deux fois celle de la première semaine de l'offensive de la Somme et que celle de la deuxième semaine avait été de dix fois celle de la deuxième semaine de la Somme.

M. Addison, Ministre des Munitions, disait le 28 juin 1917 aux Communes : « En mars 1917, la production des explosifs de grande puissance était plus de quatre fois supérieure à celle de mars 1915. Nous sommes en mesure de produire vingt fois autant de mitrailleuses qu'il y a deux ans. Au point de vue de son approvisionnement en munitions, l'armée britannique est égale sinon supérieure à n'importe quelle autre armée. »

L'Angleterre fournit à la France du charbon, de

l'acier et des explosifs. Une usine anglaise fabrique des gros canons d'un certain calibre uniquement pour l'armée française. Le tiers de la production anglaise de grenades à main va à l'armée française. 20 % des machines pour la fabrication des munitions qui se fabriquent maintenant en Angleterre sont destinées aux Alliés.

Parmi les industries britanniques, il en est une qui est la condition de toutes les autres, non seulement pour eux, mais pour nous et pour tous les Alliés, c'est celle de la construction des navires. Nous sommes alimentés par les Etats-Unis, au moyen d'un pont de bateaux jeté sur l'Océan. Ce pont devait être coupé par la guerre sous-marine, au 1er janvier dernier, d'après les déclarations officielles allemandes d'il y a un an. Il ne l'a pas été mais il a été sérieusement endommagé. Il a fallu, il faut réparer les brèches. Le premier Lord de l'Amirauté, Sir Eric Geddes, déclara le 1er novembre 1917 aux Communes que l'Angleterre qui avait remplacé au fur et à mesure ses pertes avant la guerre sous-marine intensive, a perdu depuis, 2 millions 1/2 de tonnes. Vous savez que le tonnage anglais est de 20 millions de tonnes, la moitié du tonnage des Alliés et des neutres. L'Angleterre a fait un immense effort dans cette

industrie vitale pour la paix, vitale pour la guerre. Le 16 août 1917, Lloyd George déclara aux Communes que si, pendant le premier trimestre de 1917 les constructions avaient été de 484.000 tonnes, elles avaient été pendant le premier semestre de 1.100.000 tonnes. Ce chiffre a été contesté mais il vous indique l'ordre de grandeur. On a construit plus en 1917 que pendant la meilleure année du temps de paix. Le directeur de la *Cie Sunderland Shipbuilding* déclare que 60 ouvriers font aujourd'hui le travail de 100 ouvriers avant la guerre. L'Angleterre a eu dans cette industrie, le courage de renoncer aux méthodes traditionnelles et de se mettre à construire « en série ». Elle a créé quatre modèles *Standard* : un type de 3.500 tonnes, un type de 5.000 tonnes et deux types de 8.000 tonnes. On peut ainsi coordonner la construction d'un grand nombre de navires et réduire considérablement le temps d'indisponibilité d'un navire avarié puisque les pièces sont interchangeables dans un même type. Pendant quelques mois le rendement sera moins grand que si l'on avait utilisé tous les moyens de construction utilisable mais, à la longue, l'avantage sera immense. On commence à y construire des

bateaux en béton armé dans lesquels il entre trois fois moins de fer que dans un bateau en acier. Les essais ne paraissent cependant pas entièrement concluants.

Cette question du rendement des chantiers anglais nous intéresse au premier chef puisque les Anglais sont les entrepreneurs de transport de l'Entente. En ce moment, les pertes maritimes diminuent. C'est la principale cause d'optimisme à l'heure actuelle puisque le maintien de la route de l'Océan est la condition de l'effort américain.

***

L'ÉVOLUTION INDUSTRIEL

A voir l'Etat contrôlant les entreprises, les alimentant des matières premières qu'il réquisitionne, supprimant la concurrence entre elles, limitant leurs bénéfices, interdisant à leurs ouvriers de se mettre en grève, réquisitionnant la flotte marchande ou fixant des prix maxima, beaucoup de gens se sont dit : « C'est une révolution ! Nous avons le socialisme d'Etat. » Quelle erreur ! L'un des faits les plus curieux de cette

guerre c'est qu'en Allemagne comme en Angleterre et en France, le capitalisme ait été sauvé dans la tourmente. Chacun de vous n'a-t-il pas souvent pensé : « Pourquoi n'a-t-on pas traité les ouvriers d'usines de guerre comme des soldats et les patrons comme des officiers ? » Eh bien, c'eût été sans doute plus logique et, si on l'avait fait le capitalisme serait virtuellement mort pendant la guerre et aurait été remplacé par l'Etatisme mais on ne l'a pas fait. Pourquoi ? Parce qu'on s'est préoccupé non pas de savoir quelle est la théorie la plus belle mais de ne pas être battu. Cependant, sous l'impulsion et le contrôle de l'Etat, subissant lui-même la pression de la guerre, professeur aux sévères leçons, l'industrie britannique a évolué au point que certains prononcent le mot de renaissance.

L'une des causes principales de cette évolution est le développement chez les industriels, chez les ouvriers et dans le grand public de l'esprit d'examen à l'égard des questions économiques. On compara la situation des mêmes industries en Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis. Aiguillonné par des demandes d'effectifs pour le front, on procéda à un examen critique de l'emploi de la main-d'œuvre. On supprima l'ouvrier

inutile, on détermina le rôle de l'ouvrier qualifié. L'inventaire des biens allemands mis sous séquestre et l'incapacité de l'Angleterre à fabriquer certains produits essentiels firent pénétrer dans les esprits la notion de l'indépendance économique. Pour la première fois, à des esprits anglais la nation apparut comme la cellule économique. C'est la fin du traditionnel libéralisme commercial. On étudia aussi les prodigieux progrès de l'Allemagne depuis 20 ans dans l'ordre économique et en particulier le phénomène de concentration non seulement des grandes banques entre elles, des grandes compagnies de navigation entre elles, des grandes affaires métallurgiques entre elles mais des banques avec les compagnies de navigation et les affaires métallurgiques afin de supprimer toute concurrence à l'intérieur de l'Allemagne et de présenter à l'étranger après la paix un front économique aussi puissant et aussi uni que l'était son front militaire au début de la guerre. Ces immenses concentrations de capitaux et d'influences politiques et sociales sont un des faits capitaux de la guerre. Voilà certes du colossal et soit dit en passant, rien de plus affligeant que de voir plaisanter, en France, le colossal alors que dans la vie économique comme à la

guerre, c'est à lui que va le succès. Je ne puis m'arrêter à ce sujet passionnant de la concentration allemande et du nationalisme économique aigu qui en sera la conséquence mais je voudrais laisser quelques exemples accrochés dans vos esprits. Les banques : il n'y a pratiquement plus que trois grandes banques en Allemagne. Les dépôts que ces banques ont accru l'an dernier, en 1917, de la façon suivante :

Deutsche Bank de 3 milliards 1/2 de marks à 5 milliards 1/2.

Dresdner Bank de 1.700.000.000 marks à 2.180.000.000.

Disconto Gesellschaft de 1.600.000.000 marks à 2.180.000.000.

Le phénomène d'inflation de la circulation des billets de banque n'est que pour une faible part responsable de cette prodigieuse augmentation qui provient surtout de l'absorption de banques secondaires.

D'autre part, entre affaires d'une nature différente, le président de la *Hambourg-Amerika* est directeur de la *Nord-Bank* de Hambourg et membre du Conseil de la *Disconto Gesellschaft.* Le conseil de la *Hambourg-Amerika* comprend Groinner de la *Deutsche Bank,* le métallurgiste

Stinnes et Salomonsohn de la *Disconto Gesellschaft*. En fondant la société de constructions navales *Hambourg Werft A. G.* Ballin y a intéressé *l'A. E. G.* dont il est membre du Conseil.

Les Anglais ne sont pas restés insensibles à cette leçon et à cette menace et ils ont réagi dans la mesure de leurs moyens. Au mois de juillet de 1916 fut fondée l'Association nationale des fabricants d'objets en cuir, englobant 43 associations, véritable trust national. Quatre des principales banques de Londres ont fusionné deux à deux. Une société unique fut créée pour se libérer du monopole allemand en matière de produits chimiques : *la Britisch dyes C°*. Le phénomène de centralisation s'étendit aux syndicats ouvriers. Les mineurs, les cheminots et les travailleurs du transport ont clonclu une véritable triple-alliance.

Sous l'influence des industriels et des ouvriers américains, venus en Angleterre en mission, l'entente se fait entre patrons et ouvriers pour obtenir après la guerre un rendement plus élevé avec une durée de travail moindre et un salaire plus haut, grâce à l'adoption de la méthode *Taylor*.

La comparaison constante avec l'Allemagne,

fruit de la guerre, a amené aussi à chercher à créer des rapports plus fréquents et plus intimes entre la science et l'industrie en rappochant savants et producteurs. Ce n'est qu'un début.

Par l'élévation des nouveaux riches, la guerre aura créé dans un pays aristocratique un brassage social dont on peut attendre certains bons résultats, du moins au point de vue économique.

Cette guerre qui est appelée à niveler les conditions de production dans le monde en uniformisant les méthodes, les outillages et par conséquent les produits aura, nous l'espérons vivement pour nos alliés, mis en terre l'archaïsme et l'empirisme anglais. Elle aura fait éclater à leurs yeux la menace économique allemande et aura donné aux patrons et aux ouvriers le sens de l'indépendance sociale.

Terminons cet aperçu de l'évolution industrielle sur une note optimiste. Voici, d'après Lloyd George, l'effet de la guerre sur John Bull :

« Je vais vous dire ce qui se passe. Vous avez tous, n'est-ce pas, des amis qui se sont engagés ? Il y en a qui, avant la guerre, pâlissaient, se voûtaient, devenaient mous, flasques, indolents et qui n'étaient bons à rien ni à personne, pas même à eux. Six mois après leur engagement, vous les

rencontrez ; — plus de mollesse, plus d'indolence. Ils sont brunis par le soleil, tanés par le grand air. Leurs muscles sont solides, ils se tiennent droits, ils respirent l'énergie, ce ne sont plus les mêmes. »

Voilà ce qui est arrivé à John Bull. Il devenait mou, il devenait flasque, il prenait du ventre. Il était si indolent qu'il n'avançait plus qu'en se traînant. La guerre éclate et le voilà transformé. Ses muscles n'ont jamais été si solides, il est énergique et vigoureux. Il frappe fort et il entend se frayer un chemin jusqu'à la victoire. John Bull est un jeune homme : et c'est la guerre qui l'a rajeuni !

L'ARMÉE ÉCONOMIQUE

L'un des fruits des réflexions du peuple anglais sur la question économique fut le désir que l'après-guerre ne ressembla pas, à l'avant-guerre.

On songea tout d'abord, à une sorte de *Sainte-Alliance* économique contre l'Allemagne. La conférence de Paris de mai 1916 fit ressortir l'impraticabilité d'une simple lutte de tarifs. Cepen-

dant, les Alliés, maîtres de la plupart des matières premières continuant à tenir dans leur main cette arme formidable, imaginèrent d'autres moyens de s'en servir.

Des hommes d'Etat anglais de tous les partis et de toutes les doctrines économiques, tels que MM. Bonar Law, Runciman et Sir Ed. Carson ont lancé l'idée d'une menace économique adressée aux empires centraux *pour obtenir nos conditions de paix*. En face de la « carte de guerre », des Allemands, ils pendent au mur la carte des matières premières des Alliés. L'Allemagne ne trouvera en Russie ni le coton dont elle a besoin, ni le caoutchouc. S'il est vrai qu'elle aura bénéficié à bien des égards, du régime d'économie nationale fermée auquel la guerre l'a contrainte, elle ne peut cependant avoir la prétention de faire du vêtement en papier un article d'exportation. Voilà la menace. Naumann, l'auteur de la Mitteleuropa, l'accuse en disant : « Le contrôle économique des Alliés sur les matières premières
ditions de paix. En face de la « carte de guerre »

Une autre conception de l'arme économique consiste à y voir une *arme défensive pour l'après-guerre*. On contrôlerait notamment l'emploi de l'acier et la suppression des matières premières

serait la sanction à une infraction aux règles internationales.

A côté de cette conception négative d'un intérêt étranger à cette guerre et par conséquent lointain, on voit prendre corps une idée constructive. La société des nations existe à l'état embryonnaire entre les Alliés. Ils ont des Comités d'achats des matières premières ; par exemple pour le blé, le *Wheat executive* de Londres. Il y a, à Paris le Comité interallié d'achats et de finances. Ces organismes n'ont rien d'artificiel. Ils sont nés de l'interdépendance créée entre les Alliés par la guerre. Nous vivons avec le crédit américain et grâce aux bateaux anglais, des produits alimentaires des Etats-Unis.

Cet embryon de société des nations qui se développera pendant la guerre par la force des choses et, souhaitons-le par la volonté des hommes — ne peut pas disparaître au lendemain de la paix. La paix ne nous donnera pas du jour au lendemain des crédits, des bateaux, des matières premières, des machines et des produits alimentaires. Il faut profiter de la survivance *nécessaire* de l'embryon actuel pour créer une société des nations alliées. C'est pour la France une nécessité vitale. Elle est faible par sa population et elle a

ses plus riches provinces à reconstruire. D'autre part, les Alliés ont besoin que la France, bastion avancé de l'Entente vers l'Allemagne, soit forte économiquement. Si chacun des Alliés sait faire les sacrifices d'orgueil national qui s'imposent, ils peuvent utiliser la solidarité créée par la guerre pour établir une répartition de la production entre eux et constituer un tout économique. Désormais seuls les grands organismes économiques dans le monde pourront vivre. Il faut que la France soit économiquement incorporée à l'un d'eux sous peine de voir succéder une seconde fois l'invasion économique à l'invasion des armées. Il faut pour cela tendre à reculer directement ou indirectement les frontières douanières à la périphérie des pays alliés comme les anciennes barrières fiscales de l'ancienne France ont été repoussées aux frontières nationales. Un exemple : nous pouvons laisser la soie grège et les produits de soie de qualité ordinaire à l'Italie et nous spécialiser dans la soie ouvrée de luxe. Les primeurs italiennes peuvent être consommées en Angleterre alors qu'elles l'ont été jusqu'ici en Allemagne. Nous pouvons, certes, envisager et souhaiter que l'Allemagne ayant accepté nos conditions de paix, entre dans la société des

nations dont l'embryon est déjà formé. Mais il faut aussi envisager l'hypothèse contraire et songer à opposer éventuellement au monde germanique un monde atlantique. La seule formation de ce monde atlantique serait la plus formidable des pressions sur l'Allemagne pendant la guerre.

Je ne puis qu'évoquer les idées ici. Je vous demande de garder celle-là en vous, de l'analyser, de la discuter, et y être favorables ou hostiles. Vous ne pouvez pas y être indifférents.



LES RESTRICTIONS

Pour en terminer avec son effort économique regardons maintenant ce que l'Angleterre a fait en matière de restrictions. C'est le deuxième terme du programme économique de la guerre lequel tient en deux mots : agir, s'abstenir. En même temps que l'effort positif, il faut faire un effort négatif. Ce n'est pas le plus facile à obtenir parce qu'il est d'une nécessité moins évidente.

En Angleterre, la nécessité des restrictions est apparue d'abord comme d'ordre financier. Il fallait acheter moins de marchandises à l'étranger, aux Etats-Unis, notamment, pour avoir moins d'or à y envoyer puisque la guerre ne permettait pas d'y envoyer des marchandises. Puis, la guerre sous-marine fit apparaître la nécessité de réserver le frêt disponible aux marchandises indispensables pour vivre et pour combattre. La question a pris dès lors le caractère dramatique qu'elle a aujourd'hui. Là encore, l'esprit public anglais sauva la situation. Campagne pour les économies comme pour les emprunts et les soldats. La question de la hausse des prix qui préoccupait l'opinion publique donna lieu à une enquête dont les conclusions furent :

1° Accélération des constructions navales ;

2° Restriction de l'importation des objets de luxe ;

3° Développement des achats de viande par l'Etat et limitaion des prix de vente par les débitants ;

4° Institution d'un jour volontaire sans viande;

5° Création de magasins municipaux ;

6° Elévation des bas salaires.

Le peuple anglais pratiqua les restrictions volontaires. En février 1917, Londres s'imposa une réduction de 19 o/o. La situation s'aggravait pourtant notamment parce que les ouvriers se laissaient entraîner par leurs hauts salaires à consommer davantage. Aussi, le 15 novembre 1916, nomma-t-on un contrôleur aux vivres. Après l'enrôlement volontaire, la conscription. Ce fut lord Devonport qui fit décider :

1° Le gaspilage est un délit ;
2° Blutage de la farine ;
3° Déclaration des stocks ;
4° Restriction du nombre des plats ;
5° Réglementation de la consommation des trois articles essentiels : pain, viande et sucre.

En même temps, l'Etat organisa la production des céréales. « L'appel aux fermiers », à qui on donna des garanties de prix minimum pour plusieurs années, fit ensemencer 330.000 acres de plus en Grande-Bretagne et 700.000 en Irlande. Le 24 avril 1917, M. Prothers, ministre de l'Agriculture, déclara que pour assurer l'indépendance de la Grande-Bretagne, au point de vue alimentaire, il faudrait ajouter 8 millions d'acres de

terres arables aux 19 millions déjà en culture. Pour cultiver ces terres, il faudrait ajouter 250.000 travailleurs à la population rurale. Ce serait la fin de la « Verte Angleterre ». La décroissance de la guerre sous-marine empêchera cette catastrophe esthétique.

L'armée anglaise suit cet exemple. Elle a, en France, de nombreuses exploitations agricoles dont elle nous cède, à titre de fermage, le tiers des produits.

VUE D'ENSEMBLE. LA CRISE MORALE

Voilà parcourue, Messieurs, les domaines divers dans lesquels s'est développé l'effort anglais pendant la guerre. J'ai cependant l'impression qu'il manque encore à cette étude quelque chose d'essentiel. Je vous ai annoncé en débutant que j'examinerais devant vous les réactions de l'Angleterre à la guerre et nous avons en effet observé ensemble les réactions d'ordre politique, d'autres d'ordre économique mais un Anglais n'est pas un homme politique, ou un homme économi-

que, c'est un homme. Comment a-t-il réagi à la guerre ? Grand et délicat et un peu douloureux problème.

La guerre a fait naître un double courant d'opinion. Tout d'abord un courant d'enthousiasme pour l'idéal national de respect de la parole donnée, de justice et de protection des faibles. Cet idéal, s'est confronté avec l'idéal allemand, étrange et puissant mélange d'esprit féodal et d'esprit scientifique, plein de la poésie de la force, pénétré de la supériorité d'une culture qui produit de la puissance par l'uniformisation du type humain. A la base du désaccord anglo-allemand, il y a une question de moralité. Tandis que l'Allemand à qui la science montre dans le monde le fort dévorant le faible, considère sa victoire et sa suprématie comme une application naturelle et bienfaisante de la loi de la sélection, l'Anglais isole dans la nature un idéal humain. L'esthétique allemande des rapports entre nations est celle d'Hérodote et de Frédéric II. Celle des Anglais, qui est aussi la nôtre, et à qui le Président Wilson a donné un caractère plus universel, s'imposera dans le monde nouveau qui sortira de la guerre, si la vie doit valoir la peine d'être vécue. Ce premier courant d'opinion qui

a soulevé les cœurs anglais s'est trouvé fortifié de sa confrontation avec la thèse allemande.

Parallèlement à ce courant d'enthousiame, s'est progressivement formé un courant d'opinion né de l'application de l'esprit d'examen aux institutions politiques, sociales et économiques du pays. Les peuples exigent des régimes ce que Mazarin exigeait des généraux : qu'ils soient heureux. La souffrance a fouaillé l'esprit traditionaliste et souvent peu mobile des Anglais. A mesure que les hivers de guerre succédaient aux hivers, les soldats dans les tranchées, les ouvriers dans les usines, les hommes des classes moyennes, les plus atteintes par la guerre se posaient des questions qu'ils ne s'étaient jamais posés. La guerre aura confronté en même temps que les armées, les peuples, les régimes et les civilisations. Ce sera l'immense bienfait de cet immense malheur. Les Anglais ont comparé et ils ont réfléchi. Ils ont évoqué la paix, antichambre de la guerre où malgré ses tributaires dans le monde entier, l'Empire se faisait battre économiquement par l'Allemagne. Les Conservateurs ont rappelé le spectacle paradoxal de l'Angleterre radicale, hostile à la France démocratique et courtisant l'Allemagne impérialiste, au temps où

les diplomates disaient qu'il y avait un équilibre européen. L'Angleterre était « la nation la plus mal organisée pour la guerre » au moment où, suivant l'image du même Lloyd George, l'Autriche,

planait comme un faucon sur les champs balkaniques,

tandis que le vautour allemand décrivait de larges cercles au ciel septentrional. Que savions-nous à ce moment-là ? Qu'avions-nous prévu ? Qu'avions-nous préparé ? Pourquoi, au point de vue économique, au point de vue militaire, au point de vue de la politique mondiale nos hommes d'Etat ont-ils été constamment manœuvrés avant la guerre par les hommes d'Etat de l'ennemi ? Le régime qui a produit ces hommes d'Etat est-il un bon régime ? Pourquoi l'Empire britannique, le plus grand du monde, ne peut-il venir à bout de l'Allemagne ? Pourquoi tant de retards et tant d'erreurs dans la conduite de la guerre ?

A ces questions, le *National party* répond que la faillite du régime parlementaire, latente avant la guerre a éclaté depuis. A l'autre extrémité sinon de la gamme politique, du moins de

l'échelle sociale, le *Labour party* déclare que le vieux système politique et économique a été « discrédité et détruit » pendant la guerre. Ces deux partis ne représentent que des minorités mais la crise morale s'étend bien au delà de leurs limites. Il serait difficile et délicat d'en mesurer l'amplitude et la profondeur. Il est, je crois, d'une plus saine méthode de me borner à résumer objectivement l'examen de conscience national auquel a procédé *le National party* et les conclusions qu'il en tire, le *Labour party* négligeant le côté politique au profit des réformes économiques que j'ai déjà esquissées devant vous.

Selon les doctrinaires du *Naticnal party*, l'Angleterre n'est pas dirigée par son élite et là est le vice de son régime. Suivons avec eux le processus de sélection qui donne le dirigeant britannique. Ceux qui ont le plus d'action sur la foule élctorale disent-ils, ne sont pas les personnalités les plus puissantes dans telle ou telle branche de l'activité nationale, ce sont les hommes les plus aptes à exprimer les passions de la foule à laquelle ils parlent. Et certes, il y faut un talent ou, plus exactement un don. Il y faut aussi une préparation spéciale et, dans le sport politique comme dans les autres, le professionnel

bat l'amateur. A l'étage supérieur, au Parlement, l'art d'exposer donne à l'orateur doué des triomphes rapides. Deux ou trois succès de cette nature et votre *debater,* hier notaire ou médecin, est placé à la tête des finances ou des transports de l'Empire. Ainsi s'obtient l'homme d'Etat amateur avec le politicien professionnel. Or, si la complexité de la vie moderne a une exigence, c'est bien de faire appel au technicien. Le nouveau ministre est animé des meilleures intentions du monde encore que lié à son parti par mille liens subtils, mais il n'est pas un technicien. La machine administrative, privée d'impulsion supérieure, s'encrassera de routine. Et le secrétaire d'Etat dépensera à défendre ses bureaux le talent qui l'a fait mettre à leur tête quand il les attaquait. Au surplus, les hommes poussés en haut par le prolétariat perdent sa confiance dès qu'ils sont au pouvoir et sont remplacés par d'autres favoris.

Opposez à ces hommes, disent nos doctrinaires, les hommes d'Etat de l'ennemi, grands administrateurs de formation scientifique, connaissant toutes les ressources de l'Etat, se tenant en communion d'idée avec ces capitaines d'industrie qui sont les penseurs du monde économique,

ayant une politique de ports, de canaux, de voies ferrées, tenant en leurs mains tous les courants de l'énergie nationale et sachant les orienter. A côté de ce corps de dirigeants ayant un corps de doctrine, qu'importe la personnalité falotte et brouillonne du Kaiser, opposé à la guerre par une sorte de prudence bourgeoise jusqu'au jour où les vrais dirigeants de l'Allemagne piquent sa vanité en tirant devant lui les ficelles du Kronprinz de même que, pendant la guerre, ils dresseront devant lui la statue colossale d'Hindenburg lorsqu'ils le sentiront faiblir ? Oh ! certes, ces critiques du régime anglais n'admettent pas cette politique de société secrète, aux moyens ténébreux que les Allemands appellent la politique « réaliste » mais ils prétendent que l'Anglais n'est pas inférieur à l'Allemand et que le succès de ce dernier provient d'une meilleure solution du problème de l'élite. Comme ces écrivains se défendent de toute idée de retour en arrière dans le passé politique, c'est en réalité, Messieurs, le problème passionnant de la conduite des démocraties qui est soulevé par eux. Lord Haldane l'a excellement posé, avec son ingénuité native, lorsqu'il a écrit dans la *Nation* du 7 août 1915, défendant sa politique d'avant-guerre : « Lorsque

le moment viendra de discuter la question, je crois que l'on sera étonné non pas que nous ayons été si mal préparés mais que nous l'ayons été si bien car le peuple n'insistait pas (*the public did not insist*) pour que l'état d'insécurité de l'Europe fut mis au premier plan de nos préoccupations... et n'était pas prêt à y consacrer les énergies du pays... Ainsi donc, c'est l'ensemble des électeurs, c'est-à-dire le mineur gallois et le tisserand de Manchester qui auraient dû se tenir au courant des constructions de voies stratégiques de l'Allemagne et de l'évolution psychologique du Kaiser ? Quel spectacle différent nous a donné la démocratie américaine que, par son action personnelle, le Président Wilson, a groupée et a élevée aux sommets de l'idéal qu'il a formulé : aussi nos doctrinaires opposent-ils la formule politique de la grande démocratie de l'Atlantique au régime parlementaire qui a rendu d'excellents services dans les siècles passés pour protéger les citoyens contre des levées arbitraires d'impôts pour le souverain et pour contrôler la gestion des affaires publiques, alors que le rôle de l'Etat dans l'économie nationale était encore rudimentaire, mais qui n'est pas une formule moderne. »

Voilà la thèse, Messieurs. Nous n'avons pas à l'apprécier ici car étant nous-mêmes une démocratie, le sujet nous touche de trop près. Vous savez au surplus que le cabinet Lloyd George a donné des satisfactions partielles à ces critiques en créant le Comité de guerre et en appelant au pouvoir des techniciens étrangers au Parlement. Quoiqu'il en soit, le résultat de cette crise morale c'est une activité des esprits tendus vers le bien public. Je crains bien que l'optimisme anglais n'y ait succombé et c'est dommage car c'est une source de joie unie et mesurée qui est tarie dans le monde mais il faut féliciter nos Alliés de se montrer résolus à profiter des leçons de la guerre. Ils ont compris que l'on ne peut reconstruire son pays sans se reconstruire soi-même et ils se sont attaqués au problème fondamental, celui de l'éducation. Ce peuple sain, robuste, nombreux, animé de l'esprit public, disposant des ressources immenses de son empire peut, s'il profite de l'avertissement sanglant, garder sa place éminente dans le monde.

J'ai terminé, Messieurs. J'ai essayé de vous parler de l'Angleterre d'une façon non conventionnelle, en faisant abstraction parfois de mes vives sympathies pour les Anglais, parce que je

crois qu'il est d'un intérêt vital, à notre époque, pour une démocratie, de connaître les grands facteurs mondiaux. A vrai dire, l'Angleterre semble avoir souffert pendant la guerre, de l'opinion trop avantageuse que nous avions de son régime politique et économique. Ma génération a été élevée dans l'admiration de ses institutions et de ce mélange de traditionalisme et de libéralisme qui chatouillait agréablement le goût de mesure des bourgeois français. Je vous ai montré, je crois, que les lacunes qui ont existé dans son effort ne proviennent pas d'une défaillance morale de son peuple mais sont la conséquence nécessaire de sa structure nationale. S'en étonner ou s'en plaindre serait un signe d'incompréhension.

Rappelez-vous la beauté morale du mobile de guerre anglais, sans précédent jusque-là dans l'histoire, l'émotion devant le meurtre de la Belgique, le soldat de métier allant se faire tuer à Ypres, en sifflant *Tiperary*, la croisade pour l'armée de Kitchener, le sacrifice par les ouvriers de leurs droits syndicaux, la conscription établie malgré les préjugés séculaires, les sacrifices de la grande armée, la pression silencieuse et décisive de la marine, les industriels abdiquant aux

mains de l'Etat, les bourgeois s'imposant d'énormes charges financières pour soutenir leur pays et les Alliés et vous jugerez, je crois, comme moi que, si, après la guerre, les Anglais de Londres se réunissent, comme aux jours d'émotion nationale, au pied de la colonne de Nelson, ils pourront se rendre ce témoignage que pendant la grande guerre, l'Angleterre « a fait son devoir ».

TABLE

PAUL REYNAUD

L'Angleterre

AVANT ET PENDANT LA GUERRE

Conférences faites à l'école militaire de l'Artillerie de Fontainebleau
les 9, 11 et 12 février 1918.

« Je croyais que c'était un bon chien
et il était enragé. »

LORD HALDANE.

PARIS
BERNARD GRASSET
ÉDITEUR
61, RUE DES SAINTS-PÈRES, 61
MCMXIX

Prix net : 3 fr. 50

IMP. RENAUDIE, 18, RUE DE SÈVRES. — PARIS.

